

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

• FRONT SYNDICAL
DE HAUTE-GARONNE :
Semaine d'action
pour la Paix en Algérie

• APPELS COMMUNS
Syndicats - P.S.U. - P.C. - S.F.I.O.
dans les Ardennes et le
Tarn-et-Garonne

APRES BOURGUIBA : FERHAT ABBAS !

AFFIRMONS notre satisfaction, tout en nous gardant de nous abandonner à un optimisme insouciant, comme si désormais tous les obstacles sur la route de la paix venaient d'être abattus d'un seul coup : tel est notre état d'esprit au lendemain de la rencontre de Gaule - Bourguiba.

Nous sommes évidemment fort peu renseignés sur le détail des conversations de Rambouillet. Le communiqué officiel publié lundi soir ressemble à beaucoup d'autres communiqués officiels. Nous pouvons simplement ajouter que les témoins les plus proches, y compris les témoins nord-africains ne manifestaient aucune déception.

S'il est de peu d'intérêt de s'attacher aux propos officiels, il vaut la peine de marquer les circonstances de cette rencontre. Car elles ont une signification par elles-mêmes.

Et d'abord la rencontre a eu lieu. Souvenons-nous qu'un projet d'entretiens entre de Gaule et Mohammed V n'avait pas eu de suite, il y a dix-huit mois. Souvenons-nous aussi que, depuis le jour où l'on a commencé à parler d'un voyage de Bourguiba à Paris, des difficultés ont paru surgir à certains moments dans cette période de préparation.

C'est précisément tout ce qui s'est passé pendant ce délai qui permet d'apprécier la portée de l'événement.

Bien que soucieux à juste titre de se montrer discret, le Président de la République Tunisienne a fait quelques déclarations pendant son séjour à Zurich.

Il a indiqué fort clairement, que s'il venait à Paris, c'était avant tout pour parler du problème algérien. Le contentieux franco-tunisien n'était plus qu'un prétexte. Ceci a été admis d'un côté comme de l'autre.

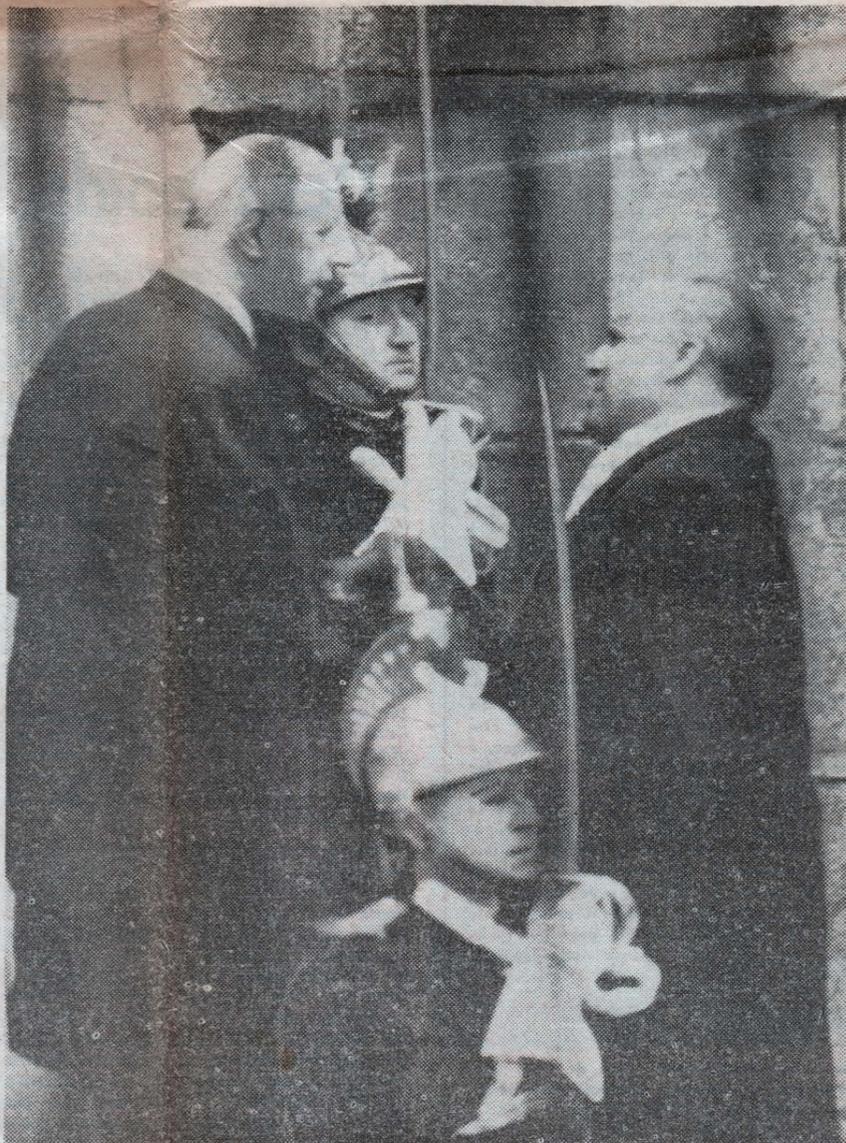
Or, il y a peu de temps encore, on eût poussé ici, au gouvernement et dans la plus grande partie de la presse, des clameurs indignées à la pensée qu'un tiers, fut-il le chef d'un Etat nord-africain, prétendit apporter son concours pour faciliter le règlement algérien, que l'on proclamait problème purement français.

D'AUTRE part, au cours des deux dernières semaines, de nombreux entretiens ont eu lieu entre ministres tunisiens et membres du G.P. R.A. Tout s'est passé comme si Habib Bourguiba s'était assuré de l'assentiment total des représentants du nationalisme algérien avant de quitter Zurich. D'ailleurs, s'il a pu parfois laisser paraître des désaccords sur la tactique, il a toujours affirmé son plein accord sur l'objectif final : l'indépendance de l'Algérie. On le sait bien à Paris où l'on semble oublier, et c'est

tant mieux s'il en est bien ainsi, « l'Algérie Algérienne » et le texte soumis au référendum.

Mentionnons enfin, comme événement favorable survenu dans le même temps, la déclaration commune de TOUTES les organisations syndicales françaises, d'une part, et, d'autre part, de l'Union des Travailleurs Algériens et de l'Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie. Ce texte demande « une négociation directe entre les représentants de la France et ceux du F.L.N. ».

Tel est l'ensemble de faits qu'il convient d'enregistrer comme signes d'une évolution plus rapide vers les initiatives que, depuis longtemps, nous réclamons de toutes nos forces.



(Keystone.)

qui fut celui de Melun ? Telle est l'inconnue qui demeure.

Au point où l'on en est maintenant arrivé, seuls les actes seront une réponse authentique aux inquiétudes. Si l'on juge encore indispensable que les premiers contacts soient tenus secrets, les gestes d'apaisement devraient cependant être accomplis pour contribuer à la préparation d'un nouveau climat.

CECI dit, ce serait une dangereuse erreur de considérer que désormais tout est réglé et que notre vigilance et notre lucidité peuvent se relâcher. L'idée d'une négociation directe sans préalable n'a cessé de faire des progrès rapides. Mais la négociation n'est pas encore engagée.

Sa préparation peut à tout moment être sabotée. On doit sans doute se féliciter que les attardés de l'« Algérie Française » aient pu mesurer leur faiblesse et leur isolement par leur piètre manifestation de lundi. Mais comment ne pas éprouver d'inquiétudes devant les propos tenus au Sahara, à la veille de l'entrevue de Rambouillet par le premier Ministre ? Le problème du Sahara est assurément complexe. Mais c'est au cours des négociations seulement que pourront être envisagés d'un commun accord les moyens de le régler. Dans les circonstances présentes, toute déclaration du genre de celles de Debré ne peut être interprétée autrement que comme une opération calculée pour susciter des difficultés.

Enfin toutes les démarches antérieures du général de Gaule ont révélé sa tendance à biaiser et à gagner des délais, comme s'il gardait toujours l'espoir d'affaiblir ou de diviser ses antagonistes, alors que le temps n'a cessé de les renforcer. Est-il encore dans cet état d'esprit,

Robert VERDIER.

La manifestation anti-colonialiste

MALGRE ou à cause de son succès, la manifestation organisée le 23 février à Paris par le Comité Anticolonialiste Etudiant (1) a été ignorée par la presse. Pourquoi cette manifestation ? Chaque année, à l'occasion de la semaine du 21 février (anniversaire de la mort d'étudiants hindous en lutte contre la répression britannique) les mouvements étudiants, politiques et syndicaux, du monde entier, manifestent leur volonté d'en finir avec le colonialisme. Depuis 1956, tous les meetings projetés pour célébrer le 21 février ayant été interdits, des manifestations de rues les avaient remplacés. En 1961, au moment où la lutte pour la paix en Algérie doit se faire plus pressante que jamais, au moment où un autre foyer de guerre coloniale s'allume au Congo, il fallait donner aux démonstrations du 21 février une vigueur et une ampleur nouvelles : qu'on juge si le résultat fut atteint.

Fidèle à une tactique déjà éprouvée, le Comité Anticolonialiste avait induit la police en erreur en invitant les étudiants à se rassembler Salle des Horticulteurs, rue de Grenelle : il s'agissait bien entendu d'un faux rendez-vous, uniquement destiné au service d'ordre. Celui-ci tomba com-

me d'habitude dans le panneau, et dès 14 heures le Quartier Latin et le 6^e arrondissement présentaient l'aspect d'une forteresse assiégée : plus de 50 grands cars de police furent dénombrés de la rue de Grenelle au Panthéon. Cependant vers 18 heures, la place de l'Hôtel de Ville connaissait une affluente subite et à 18 heures 20 ce fut le démarrage de la manifestation : plus de 2.000 étudiants, — dont de nombreux Africains —, se déployèrent sur toute la largeur de la rue de Rivoli et firent retentir leurs mots d'ordre : « Paix en Algérie, Négociation, Abbas à Paris, Libérez Ben Bella, Tschombé assassin », etc... La foule très dense à cette heure ne ménageait pas son approbation. Le cortège s'engagea ensuite rue du Louvre et salua l'immeuble de Paris-Presses d'un concert de sifflets. Il gagna enfin les boulevards, et après une rapide prise de parole par un camarade E.S.U. au nom du Comité Anticolonialiste, l'ordre de dispersion fut donné au carrefour Richelieu-Drouot, après que, pendant quarante minutes, les étudiants aient affirmé bien haut leur volonté de paix au cœur d'un quartier peu habitué à recevoir leur visite.

Trois minutes plus tard, les poli-

ciers arrivaient... comme les carabinières ! Furieux d'avoir été une fois de plus tournés en ridicule, ils chargèrent jusqu'à l'intérieur des cafés et des couloirs du métro et procédèrent à une trentaine d'arrestations pour ne pas rentrer bredouilles. A nouveau des camarades africains furent l'objet de brutalités racistes. Cette fureur policière souligne à la fois l'obstination du régime à empêcher la jeunesse et les masses populaires d'intervenir en faveur de la négociation, et sa colère lorsque malgré tout la jeunesse fait entendre sa voix. Elle nous encourage à recommencer à brève échéance, car elle montre que nous avons touché juste.

Sachant parfaitement que la plus sûre garantie pour l'ouverture et le succès de la négociation, c'est une pression résolue et persévérante de la gauche sur le pouvoir, nous sommes décidés à contribuer activement à cette pression, à élever le niveau de la lutte, à franchir de nouvelles étapes jusqu'à ce qu'enfin la paix se lève sur l'Algérie et sur la France.

E. T.

(1) Le Comité Anticolonialiste réunit les associations de étudiants des pays anciennement ou actuellement colonisés (Maroc, Tunisie, Afrique Noire, Antilles, Guyane), des associations syndicales (Cartel des Ecoles Normales Supérieures, Préparations, etc.) et des organisations politiques : U.E.C. et E.S.U.

flashes-actualité

FRANCE

● Au cours du Congrès U.N.R. de la Seine, qui s'est tenu la semaine dernière, M. Joël Le Tac, réélu secrétaire général de la Fédération U.N.R., s'est assigné un but : intensifier l'action U.N.R. dans la banlieue parisienne et liquider « l'axe rouge Ivry-Aubervilliers ». En ce qui concerne l'action en direction de la banlieue, M. Le Tac a eu un précurseur : M. Malleville, député U.N.R. du XI^e arrondissement, avait succédé en mai 1960 au préfet Haag comme gérant des sociétés immobilières constituées par le Comptoir National du Logement à Boulogne-Billancourt et il avait racheté alors les parts détenues par M. Haag dans ces sociétés : nul doute que l'intensification de l'action U.N.R. en banlieue, promise par M. Le Tac, ne rencontre un succès tout particulier à Billancourt. En ce qui concerne la liquidation de l'axe rouge « Ivry-Aubervilliers », nous faisons une suggestion de M. Le Tac : qu'il liquide donc tout d'abord la « Société Parisienne d'Information et de Diffusion », dont il est le Président. Cette société, dont l'unique rôle est de diffuser l'hebdomadaire électoral de M. Le Tac « Paris-18 », a reçu du Comptoir National du Logement un prêt de 33,5 millions que le Tribunal de Commerce a estimé irrécouvrable. Si M. Le Tac rendait cet argent à ses propriétaires — les souscripteurs d'appartements — et à sa destination — la construction — il serait sûrement mieux armé pour liquider l'axe rouge Ivry-Aubervilliers : les habitants de la banlieue aiment les gestions saines et les administrateurs irréprochables...

● Dans la nuit du 21 novembre 1958, M. Jacques Guilbert, interpellé par des policiers déguisés en mauvais garçons, les avait pris pour des bandits — ce qui prouve l'efficacité du déguisement — et avait tué l'un d'entre eux : il est condamné à 3 ans de prison ferme et à 88.000 NF de dommages et intérêts. Trois jours plus tôt, le brigadier de police Toulmé, qui avait tué par erreur le jeune Serge Gillard, qu'il avait confondu avec un malfaiteur en fuite, se voyait condamner à 6 mois de prison avec sursis et 8.000 NF de dommages et intérêts. Le 10 février 1959, l'agent Danto qui, en état d'ivresse avait tué un homme qui ne le menaçait en rien était lui aussi condamné à 6 mois de prison avec sursis. Les juges de la Cour d'Assises devraient relire La Fontaine :

« Selon que vous serez puissant ou misérable Les animaux de Cour vous feront blanc ou [noir]... »

CONGO

Retournement spectaculaire dans l'affaire congolaise : en livrant Lumumba et ses compagnons aux bourreaux Tschombé et Kalondji, le « président » Kasavubu et son ombre Ileo espéraient jeter la division et le trouble dans les rangs Lumumbistes et écarter définitivement la menace que fait peser sur eux le gouvernement Gizenga. Leur déception est amère : les troupes Lumumbistes ont réoccupé en quelques jours toute la province du Nord-Kasaï, dont les villes de Luluabourg et de Port-Francqui, sans tirer aucun coup de feu. La population et les garnisons du Kasaï se sont en effet ralliées sans hésiter aux colonnes Lumumbistes qui à l'heure actuelle marchent sur Léopoldville. A Léopoldville même, les partisans de Lumumba manifestent au grand jour. Kasavubu et Ileo, sentant que l'heure approche où il leur faudra rendre des comptes, s'affolent et accusent l'O.N.U. de les « trahir » sous prétexte qu'elle n'intervient pas contre les Lumumbistes (il y a une semaine, les mêmes fantoches réclamaient le départ des Casques

Bleus auxquels ils reprochaient de s'ingérer dans les affaires du Congo). Quant au colonel Mobutu, il a fort à faire pour maintenir une apparence de discipline parmi ses troupes qui, hier encore, ont attaqué une mission protestante, rouée de coups deux officiers canadiens et violé une femme appartenant au personnel de l'O.N.U. (on attend avec impatience la protestation du Figaro, de MM. Jean Nocher, Thierry Maulnier, Robert Lazurick et de toutes les bonnes âmes qui avaient mené si grand tapage au mois de juillet dernier). En tout état de cause, ces succès lumumbistes laissent enfin espérer une solution prochaine du problème congolais.

AFRIQUE DU SUD

M. Harry Oppenheimer, président de l'Anglo-American-Corporation (trust contrôlant un tiers de l'extraction et toute la commercialisation du diamant) a déclaré que 100 millions de livres de capitaux étrangers avaient fui l'Afrique du Sud l'an dernier. Selon lui ces fuites seraient dues à la politique de ségrégation raciale menée dans ce pays : les prêteurs craignent qu'elle n'aboutisse à une explosion de violence et constatent que déjà elle détériore leurs rapports avec les nouveaux Etats Africains. Mais M. Oppenheimer a peu de chances d'être entendu : il parle au nom des trusts financiers et miniers qui sont aux mains des Sud-Africains d'origine anglaise. Or ceux-ci sont en minorité par rapport aux Boers (Sud-Africains d'origine hollandaise) qui sont pour la plupart colons et détiennent le pouvoir. Tandis que les Anglais seraient partisans d'une politique libérale à l'égard des Noirs, afin de préserver l'avenir des installations industrielles d'Afrique du Sud, les Boers sont les ultras du racisme et de la ségrégation (ils ont toujours voté avec la France à l'O.N.U., et reçu en retour son appui) et refusent toute concession aux Africains.

BRÉSIL

Le président Janio Quadros entame avec vigueur la réalisation de son programme. Tandis qu'à l'intérieur il supprime sinécures et prébendes dans l'armée et la fonction publique, à l'extérieur il a décidé, d'une part de créer des bourses d'études pour les jeunes Africains dans les Universités Brésiliennes, d'autre part de se prononcer pour l'admission de la Chine Populaire à l'O.N.U. Cette attitude a provoqué une vive protestation du Cardinal de Barros, archevêque de Rio qui a déclaré : « Je ne veux pas croire que l'actuel Gouvernement envisage de rétablir des relations avec des pays qui pourraient troubler la tranquillité de notre patrie ».

ITALIE

La hiérarchie catholique lance de vives attaques contre les alliances conclues entre démocrates-chrétiens et socialistes Nenniens (P.S.I.) pour les municipalités de Gênes, Milan et Florence. Le vicariat de Rome a déclaré : « Une collaboration avec le P.S.I. doit être refusée par les catholiques ; elle aboutirait fatalement à une rupture de l'unité politique des catholiques. Pour nous le problème d'une récupération chrétienne du socialisme marxiste ne se pose même pas ». Malgré ces attaques, M. Fanfani, président du Conseil démocrate chrétien, a obtenu la confiance du Conseil National de son parti et les alliances conclues ne seront pas dénoncées.

Émanuel TERRAY

L'Union lycéenne pour la Paix en Algérie

■ L s'est créé récemment une Union Lycéenne pour la Paix en Algérie ; elle regroupe les comités de paix qui existent dans une quinzaine de lycées parisiens.

La majorité à l'intérieur de l'U.L.P.A. s'est prononcée contre le rattachement de l'Union au Mouvement de la Paix dont elle se veut indépendante. Nous tenons en effet à préciser — en réponse à des informations erronées ou abusives parues dans la presse communiste — qu'un grand nombre de Comités lycéens se sont créés indépendamment du Mouvement de la Paix et entendent rester avant tout des organismes de lutte contre la guerre d'Algérie (c'est en particulier le cas pour J. Decour, mis en cause par l'article de P. « Humanité »).

Cette Union lycéenne pour la Paix en Algérie a tenu sa première Assemblée générale le 12 février ; une résolution finale adoptée à l'unanimité des participants rappelle en termes très nets que les divers événements des six derniers mois ne permettent plus de contester la représentativité du G.P.R.A. et se prononce en conséquence pour un télé-à-tête immédiat entre De Gaulle et F. Abbas.

L'U.L.P.A. a organisé l'action des lycées sur ce plan durant la semaine anticolonialiste.

Il reste à souhaiter qu'elle s'élargisse au plus grand nombre de lycées tout en conservant une autonomie qui seule lui permettra de les regrouper efficacement en ne dispersant pas leurs efforts.

Courrier du PSU

N° 7-8 : 28 pages

- Documents pour le Congrès national.
- Tribune de discussion sur « la démocratie socialiste », (Charles LUSSY, Gilles MARTINET, André GARNIER, Pierre STIBBE, Claude BOURDET, Edouard DEPREUX).

Abonnement 1 an : 6 NF. C.C.P. « Tribune Socialiste » Paris 5826-65, 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin ODE 15-04
SEMAINE DU 1^{er} au 7 MARS

TIREZ SUR LE PIANISTE
un film de François Truffaut
avec Charles AZNAVOUR

LES MARINES
DE F. REICHENBACH

ÉCOLES LIBRES, ÉCOLE LAÏQUE :

Deux poids, deux mesures

AU cours d'une conférence de presse tenue il y a quelques jours rue Récamier, les responsables du Comité National d'Action Laïque (C.N.A.L.) ont présenté la brochure « La loi Debré et le budget des collectivités locales » nouvel instrument de combat des laïcs contre la loi d'aide à l'enseignement privé. Successivement Clément Durand, Denis Forestier et Georges Lauré ont mis en parallèle la double attitude, très révélatrice, du gouvernement actuel : d'un côté, par les mesures d'application de la loi du 31 décembre, toutes facilités financières accordées à l'enseignement confessionnel ; de l'autre, au mépris des engagements répétés, au mépris même d'une ligne de circonstance glissée dans le préambule de cette loi, réduction des crédits affectés aux constructions scolaires de l'enseignement public et refus du reclassement de ses maîtres, condition première du retour à un recrutement normal — donc de sa survie sous sa forme actuelle.

En face d'une telle attitude, les organisations du C.N.A.L. et les syndicats universitaires se sont engagés dans une double action : d'une part faire pièce à la loi de division et de régression partout où c'est possible, et en particulier sur le plan local : tous les laïcs doivent refuser de s'associer au vote de crédits en faveur de l'école privée, doivent organiser des manifestations de protestation contre toute utilisation des crédits publics frustrant l'École de tous au profit de l'École de quelques-uns. L'exemple de Saint-Lô (trois millions retirés aux 2.409 élèves de l'école publique pour être donnés aux 601 élèves de l'école privée), illustre cette formule.

D'autre part, pour imposer au gouvernement la tenue de ses engagements à l'égard des enseignants publics, la F.E.N. a engagé une bataille de longue durée, qui va prendre les formes les plus diverses : des grèves tournantes par Académie sont en cours, le second « tour » (une jour-

née de grève) vient de débiter : il est encore plus suivi — de 90 à 95 % au moins — que le premier (limité à une demi-journée). Depuis cette semaine les enseignants y ajoutent la grève administrative : refus d'assistance aux conseils de classe, de fin de trimestre et d'orientation, refus de communiquer à l'administration toute note chiffrée et tout classement, refus de fournir des sujets d'examen, de transmettre les dossiers pour l'entrée en sixième. En outre, les assises syndicales universitaires de Pâques vont examiner la mise en œuvre de la grève des examens et de la grève des travaux supplémentaires (on sait qu'en période de pénurie de personnel, due notamment aux traitements très insuffisants, l'enseignement n'est assuré que grâce aux travaux supplémentaires acceptés par de nombreux maîtres).

Une épreuve de force véritable est engagée entre le gouvernement et l'université. Elle intéresse tout le peuple — elle intéresse en particulier tous les parents d'élèves. Ceux-ci étaient représentés, rue Récamier, par les responsables de la Fédération Nationale des Parents d'Elèves de l'École Publique qui représente surtout l'immense masse des Parents des Elèves du premier degré. Ils ont affirmé nettement que, malgré la gêne que ces mesures ne pouvaient manquer d'entraîner pour leurs enfants, ils étaient entièrement solidaires des enseignants et de leur combat. Il faut ajouter que les autres associations de Parents d'Elèves du second degré, généralement fort circonspectes à l'égard des grèves du personnel enseignant, ont, elles aussi, cette fois, tenu à marquer leur accord avec les revendications des enseignants. C'est que les uns et les autres ont conscience de ce qui est en jeu : la survie d'un enseignement public que l'on veut abaisser et ruiner pour mieux le détruire, tandis que l'on prône à grands coups de crédits son concurrent confessionnel.

R. C.

Appels communs et Front Syndical

ARDENNES

Plusieurs organisations ardennaises parmi lesquelles la Fédération nationale des Combattants républicains, la CGT, la FEN, le SNI, le PSU, le PCF, la SFIO, la Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de la Paix et l'ARAC, se sont réunies le 22 février et ont adopté un appel commun qui déclare notamment :

« Seule une négociation directe entre la France et le G.P.R.A. peut mettre fin à la guerre d'Algérie.

« Une telle négociation n'est possible que si elle porte à la fois sur le cessez-le-feu et sur les garanties de l'autodétermination, et si le droit de l'Algérie à l'indépendance (pour le cas où le peuple algérien, librement consulté, en déciderait ainsi) est franchement reconnu. La négociation définira les garanties concernant la minorité européenne, garanties assurant le maintien, non de ses privilèges, mais de son droit à la vie et au travail... Les organisations ardennaises soussignées, conscientes de l'ardente volonté de paix du peuple français tout entier, demandent que cette négociation s'ouvre sans tarder. Elles souhaitent l'arrêt des exécutions capitales et la libération des détenus politiques. »

CHARENTE

Un appel commun pour la négociation en Algérie a été adopté par les organisations charentaises suivantes : FEN, SNI, CGT, SGEN, PSU, PCF, UPS, Ligue des Droits de l'Homme, Anciens d'Algérie et UFF. Ces organisations ont décidé de se rencontrer régulièrement pour adapter leurs décisions à l'évolution de la situation.

HAUTE-GARONNE

Le Front syndical de la Haute-Garonne qui comprend les U.D. de la CGT et de la CFTC, la FEN (SNI, SNES, SNET) et l'A.G. des étudiants de Toulouse vient de décider l'organisation d'une semaine d'action « pour empêcher que de nouvelles négociations que nous voulons tous échouer ». « Il ne faut pas, poursuit le communiqué, que les Français se laissent endormir par la venue de Bourguiba, car les seules négociations qui apporteront la paix se feront avec le G.P.R.A. Elles devront porter sur les conditions de l'autodétermination en même temps que sur le cessez-le-feu. Les garanties des minorités ne doivent pas être un préalable aux pourparlers, mais être discutées au cours de ceux-ci. »

LOIRE

Le 11 février, à la Bourse du Travail de Saint-Etienne s'est tenu un important meeting de la jeunesse pour la paix négociée en Algérie.

Cette initiative en revenait aux jeunes du P.S.U. qui, depuis plusieurs mois contactaient les différents mouvements de jeunesse participants : Fédération des Anciens d'Algérie, Amitié et Nature, Jeunesses Communistes, Eclaireurs aînés, etc...

Le « Carrefour » pour la paix en Algérie, groupant les organisations syndicales et sociales avait appuyé cette action.

Devant une salle comble (3 à 400 personnes), les orateurs mirent en relief les répercussions néfastes de la guerre d'Algérie sur la jeunesse.

La conclusion fut un appel aux jeunes, de s'unir et d'exiger publiquement :

- la négociation avec ceux contre qui l'on se bat,
- des garanties d'une autodétermination rapide et loyale,
- le respect de la démocratie permettant un retour rapide à la paix.

TARN-ET-GARONNE

Les organisations départementales suivantes : CGT, CFTC, FO, FEN, SNI, PSU, PCF, SFIO, Parti radical, Ligue des Droits de l'Homme, ARAC, ont publié une déclaration commune où elles constatent leur désir commun :

1° de voir aboutir rapidement la paix par la négociation avec les représentants de ceux qui se battent;

2° que soient alors définies les garanties mutuelles qui permettront l'application loyale du principe d'autodétermination et les droits des minorités;

3° de sauvegarder la démocratie et ses principes fondamentaux.

Le 9 mars, devant le Tribunal militaire de Metz :

Le procès de Pierre Boisgontier

NOTRE camarade Pierre Boisgontier, emprisonné depuis le 20 octobre, va comparaître, le 9 mars à 9 heures, devant le tribunal militaire de Metz pour refus d'obéissance.

Etudiant à l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Nancy, ancien président de l'Association Générale des Etudiants de cette ville, fils, petit-fils, neveu de victimes de la guerre, Pierre Boisgontier a dès son incorporation dans l'armée, manifesté son refus de porter les armes et demandé que soit reconnu à tous les Français, le droit à un service civil.

Affecté à une unité d'infirmiers-parachutistes, il écrit en octobre 1960 avec plusieurs camarades au Président de la République pour lui affirmer son refus de participer sous aucune forme à la guerre d'Algérie et sa décision de se consacrer à un service civil en travaillant au

chantier de Terrasson, organisé par l'Action Civique Non-Violente, pour porter secours aux victimes des inondations.

C'est là qu'il est arrêté le 20 octobre, tous ses compagnons se déclarent solidaires de lui et empêchent pendant un certain temps son transfert à Mourme-

lon.

Pierre Boisgontier sera défendu par M^r Paul Bouchet, du Barreau de Lyon et Pierre Stibbe.

De très nombreux témoins, parmi lesquels Henri Longeot, André Mandouze, François Borrella, Jo Peyronnet, viendront lui manifester leur solidarité.

AMNISTIE AUX DÉTENUS POLITIQUES

Les entretiens Bourguiba - de Gaulle suscitent à nouveau l'espérance. La paix en Algérie paraît plus proche. La négociation doit rapidement devenir possible.

Mais une négociation est-elle possible tant que des milliers de détenus, condamnés ou internés peuplent les prisons et les camps. Ceux-ci ne font-ils pas figure d'otages ?

Tous, Algériens et Français, ont lutté pour un même idéal. Les uns

et les autres voulaient la paix, mais aussi la reconnaissance de la dignité des hommes, sans discrimination.

En prélude à la négociation, les portes des prisons doivent s'ouvrir. Une amnistie doit être décrétée.

Apaisant les esprits, geste de conciliation, ce sera aussi un gage de volonté sincère, d'apaisement, de réparation.

La campagne pour l'amnistie aux détenus politiques est ouverte.

Mohammed V est mort

LE Roi du Maroc en disparaissant, laisse son fils en face d'une situation politique complexe. En effet, près de cinq ans d'indépendance n'avaient pas encore guéri le pays des « maladies infantiles de l'indépendance », pour employer l'expression du leader tunisien Ahmed Ben Salah.

Allal el Fassi nous déclarait au Caire en 1954 : « Vous avez fait gagner vingt ans au Maroc en destituant le Sultan » Mais le pays, devenu indépendant, dut alors affronter les problèmes complexes. Le Maroc, en effet, de tous les pays nouvellement décolonisés, est certainement l'un des plus difficiles à gouverner.

Complexité géographique, économique, ethnographique, sociale, pluralité des partis au sein d'un peuple turbulent, dur, entêté, courageux, pour qui l'indépendance signifiait d'abord liberté, autant de facteurs qui exigèrent toute la finesse, la diplomatie d'un souverain qui sut toujours servir de frein aux paroxysmes.

A quelle anarchie son pays risquait-il d'être livré à sa mort ? Il y pensait souvent, se sachant très malade. Le 9 juillet 1957, il fit proclamer son fils aîné Moulay Hassan « Prince Héritier », non sans faire ratifier cette décision par les Oulémas et l'Assemblée consultative.

Aujourd'hui, Hassan II règne sur le Maroc. Quelles sont donc les forces en présence ? D'un côté, un souverain résolu, intelligent, courageux. D'autre part, des partis politiques violemment opposés, des leaders déterminés, rompus à la lutte. Jusqu'à ce jour, qu'ils fussent monarchistes comme l'Istiqlal, ou anti-monarchistes comme l'Union des Forces Populaires, tous respectaient Mohammed V. Et si certains envisageaient la République, ce ne pouvait être qu'après la disparition de celui qui symbolisait la libération du pays.

Quelles vont être les positions des uns et des autres face à Hassan II ? Il ne faut jamais oublier, parlant du Maroc, que les réactions passionnelles et sentimentales sont aussi importantes que les prises de position idéologiques. Ainsi, du Dr Ghatib et de Ahdane, chefs du Mouvement Populaire, amis personnels de Mohammed V qui n'auront, certes pas, vis-à-vis du nouveau souverain les mêmes raisons de défendre le Trône. Les « hommes du Palais » peuvent, demain, se retrouver dans l'opposition.

L'Istiqlal n'a pas une position monolithique face à la monarchie. Si le Zaïm Allal el Fassi s'est toujours fait le défenseur du roi défunt, l'« aile gauche », les jeunes tels Tahiri et Kadiri sont beaucoup plus près des « Républicains » que les fondateurs du parti de l'indépendance. Allal el Fassi lui-même ne donnera son appui au jeune roi qu'avec l'assurance d'une proche Constitution. Son parti reste très puissant dans le bled et à travers le Maroc tout entier, l'administration locale est en majorité aux mains de l'Istiqlal.

Reste la question essentielle : Que feront les syndicats et l'U.N.F.P. ? L'Union Marocaine du Travail (U.M.T.) que dirige Mahjoub ben Saddif, en

s'alliant avec l'Union Nationale des Forces Populaires et ses leaders : Ben Barka, Bouabid, Abdallah, Ibrahim, Youssoufi, a constitué la force la plus dynamique, la plus progressiste, la plus « moderne » du Maroc, celle, en tout cas, qui va dans le sens de l'histoire. Ouvertement ou non républicains, ils sont tous opposés à la politique personnelle d'un seul homme et exigent la promulgation immédiate d'une Constitution et la fixation d'une date pour les élections. Enfin, il n'est un secret pour personne qu'une haine farouche oppose Hassan II et Ben Barka.

Pourtant, ce jeune souverain de 32 ans entend bien diriger son pays vers le progrès social et économique. Il sut faire l'unité du Maroc en réprimant

informations de son règne, que la sagesse politique va l'emporter sur les passions des uns et des autres. Et c'est l'Algérie, — qui pesa négativement sur les rapports France-Maroc — qui va peut-être aujourd'hui sauver le Maroc de l'anarchie.

Car Hassan II, comprenant qu'il fallait s'appuyer sur les forces vives du pays, a déjà convoqué les membres de l'opposition.

Lundi, à Paris, Bourguiba avait un long entretien avec Bouabid et Ben Barka. Mardi matin, Bouabid rejoignait Rabat et Mehdi Ben Barka nous déclarait qu'il était essentiel de « renouer le dialogue ». La rencontre de Rambouillet, nous disait-il, est un fait capital. Nous ne pouvons pas être absents. Nous devons coopérer avec tou-



(Keystone)

la révolte du Rif, mais il faisait à peu près dans le même temps une conférence à Fès en expliquant que le pays devait se diriger vers le parlementarisme et la pluralité des partis. Quelques mois plus tard, il présidait avec brio le premier Colloque international de Florence.

Il se veut « socialiste ». Mais enfermé qu'il est dans ses contradictions, prisonnier d'un tempérament violent et d'un caractère autoritaire, saura-t-il s'inspirer de la diplomatie de son père ?

Il semble bien, d'après les premières

tes les forces du Maghreb au rétablissement de la paix.

Hassan II va sans doute s'employer à former un gouvernement d'Union Nationale dans lequel, — avec certaines garanties — l'U.N.F.P. participera. Et l'on imagine que Bouabid, Youssoufi ou Ibrahim reprendront leur place dans un cabinet plus progressiste et qui pourra fournir au Maroc les institutions démocratiques qui sont indispensables au progrès économique et social du pays et au rôle qu'il doit jouer en Afrique et dans le monde.

PORTRAIT DE LA FÉDÉRATION DE LA LOIRE

La Fédération de la Loire comptait d'après le fichier fédéral au 31 décembre 1960 : 77 % hommes et 23 % femmes ou jeunes filles. Presque un adhérent sur deux est époux de militant, mais un membre du parti sur sept seulement est marié à une adhérente.

La Fédération était à la fin de l'année dernière organisée en 17 sections dont 7 à Saint-Etienne et 5 dans les villes industrielles avoisinantes. Roanne avait une forte section. On comptait une seule section d'entreprise, la section « Mines », mais trois autres présentaient un certain caractère de section d'entreprise puisque la moitié des militants environ travaillait dans une même usine.

LE P.S.U. EST UN PARTI DE JEUNES

92 % des militants ont indiqué leur date de naissance. La moitié des hommes a 36 ans au moins, la moitié des femmes 32 ans au moins.

%	Moins de 30 ans	De 30 à 40 ans	De 40 à 50 ans	Plus de 50 ans
Adhérents	26 %	43 %	21 %	10 %
Adhérentes	36 %	50 %	5 %	9 %
Ensemble	28 %	44 %	18 %	10 %

Cette jeunesse des adhérents explique que presque tous soient militants au sens fort du terme.

LE P.S.U. EST UN PARTI DE TRAVAILLEURS SYNDIQUES

97 % des membres indiquent leur profession. Nous avons tenté de les répartir en six catégories :

%	Adhérents	Adhérentes
Ouvriers	37 %	14 %
Employés	23 %	22 %
Techniciens	27 %	28 %
Fonctionnaires	23 %	28 %
Paysans	4 %	3 %
Artisans	4 %	3 %
Profes. lib.	9 %	1 %
Cadres	9 %	1 %
Sans prof.	0	32 %

79 % des adhérents au moins sont syndiqués et 28 % responsables syndicaux. 55 % des adhérentes sont syndiquées et 26 % ont des responsabilités syndicales (il faut d'ailleurs noter que 30 % des adhérents au moins n'ayant pas de profession et consacrant toute leur activité à leur ménage, ne peuvent guère se syndiquer).

Les adhésions — et les responsabilités — se répartissent entre toutes les centrales syndicales :

% des syndiqués	Adhérents	Adhérentes
C.F.T.C.	44 %	62 %
F.E.N.	21 %	35 %
C.G.T.	21 %	0
C.G.T.-F.O.	7 %	0
Divers	7 %	3 %

L'importance de la F.E.N. s'explique par la forte proportion des enseignants parmi les fonctionnaires membres du parti.

Les adhérents militent, en outre, dans de nombreux organismes et organisations non syndicales (M.L.O., A.P.F., Œuvres laïques, Associations de parents d'élèves ou de locataires, Comité de la Paix en Algérie, Ligue des droits de l'homme, administrateurs de caisse de S.S., C.E. T.A.).

LE P.S.U. EST

EN PLEIN DEVELOPPEMENT

D'avril à décembre 1960 l'effectif de la Fédération s'est accru d'un cinquième au moins (un calcul complet est impossible, car les cartes ne portent pas toutes le mois d'adhésion). La moitié de ces nouveaux adhérents a moins de 32 ans. Dans deux de nos dix-sept sections, les nouveaux adhérents avaient la majorité absolue au 31 décembre.

Mais ce bilan d'une fédération vivante serait déjà à refaire, les adhésions se multiplient, de nouvelles sections nais-

"C.E.S." PROGRAMME

• DEGRE SUPERIEUR
ATTENTION : Les cours du DEGRE SUPERIEUR se tiendront désormais Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris VII^e (M^o Bac), à 20 h. 30, les mardi et mercredi.

7 Mars :
SOCIOLOGIE ET MARXISME, avec Claude Lefort.

8 Mars :
MARXISME ET ECONOMIE POLITIQUE, par Victor Faye.

• DEGRE MOYEN
Pour le DEGRE MOYEN, les cours restent 17, rue de Chaligny, 6 Mars :

Histoire de l'Emancipation (Série : COLONISATION ET DECOLONISATION), par Yves Jouffa.

Pour tous renseignements : « C.E.S. », 17, rue de Chaligny.

PUY-DE-DOME

Un centre de Recherches et d'Etudes Socialistes vient d'être créé à Clermont-Ferrand.

Des conférences y seront données par des professeurs de l'Université, par des responsables syndicalistes et des militants politiques.

Le programme sera très prochainement porté à la connaissance des intéressés qui peuvent d'ores et déjà s'adresser au siège du C.R.E.S. : 16, rue des Meuniers, Clermont-Ferrand.

Jeune Garde

Cahier d'Education du jeune travailleur, publié par le Secrétariat national « Jeunes du P.S.U. » vient de paraître.

Il est consacré à la constitution, à l'organisation des cercles de J.S.U. ainsi qu'à l'action des jeunes pour la paix en Algérie.

0 NF 70 l'exemplaire.
Abonnement : 5 NF pour 10 numéros.
C.C.P. PARIS 53-09-66.
8, rue Henner PARIS 9^e.

DEUX COMMUNIQUÉS DU BUREAU NATIONAL

Le Bureau National du P.S.U. se félicite de l'accord unanime des grandes centrales syndicales françaises, ouvrières, étudiantes et enseignantes avec l'U.G.T.A. et l'U.G.E.M.A. et, pour sa part, adhère à l'ensemble de leurs déclarations.

Il souligne l'importance, dans le moment présent, de l'affirmation par les travailleurs français et algériens de l'urgence d'une négociation directe entre le gouvernement français et le G.P.R.A. sur les conditions d'application de l'autodétermination et le cessez-le-feu.

Le Bureau National du P.S.U. espère que cette prise de position commune se traduira bientôt par une action se traduira de tout le mouvement syndical français et de l'ensemble des forces populaires pour que la négociation soit engagée sans atermoyer et sans préalable. 23 février 1961

Le Bureau National du P.S.U. a décidé qu'une importante délégation du Parti — comprenant notamment Pierre MENDES FRANCE, Gilles MARTINET, Pierre STIBBE, Henri HUMBLOT, Maurice LAVAL, Serge MALLET, André PHILIP, et Charles HERNU — participerait au Colloque de Grenoble qui se tiendra les 2, 3 et 4 mars. 28 février 1961.

FICHES DE FORMATION

La Fiche N° 1 :

LE BUDGET DE VOTRE FAMILLE vient de paraître.

Avec dossier couverture : 1 NF
Passer les commandes : 54, Bd Garibaldi, Paris-15^e. C.C.P. Paris 58-26-65.

Paris-Rive-Gauche

« Bienvenue M. Marshall »
de Luis G. Berlinga

au Studio du Val-de-Grâce, 30, rue Henri-Barbusse, Paris V^e, (Métro Luxembourg), à 20 h. 45, le :
MARDI 7 MARS

Ciné-club "Action"

MARDI 7 MARS
à 20 h. 45, 56, Avenue de St-Ouen,
un film lithuanien :

LES HEROS VIVANTS

présenté par le cinéaste Louis DAQUIN qui dédicacera son livre « Le cinéma, notre métier », et un court métrage inédit de Jean LODZ :

STEPHANE MALLARME

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

I.R.E., 60, rue René-Boulanger, Paris-X^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

CAMPAGNE DE DIFFUSION

Il y a quinze jours, nous annoncions l'excellent démarrage de notre campagne de propagande. Depuis, chaque matin, ce sont des dizaines d'envois propagande, des centaines d'envois d'essai que nous enregistrons dans le courrier. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : progression du nombre d'exemplaires pour les numéros 40, 41, 42.

Envois propagande... 250 332 540
Envois d'essai 318 372 877

Tous les responsables ont, entre temps, reçu le supplément à « Directives » qui leur donne le plan et les modalités de la campagne. De nombreuses sections et fédérations nous ont déjà répondu. Vingt mille tracts de défrichage ont été déjà commandés.

Mais bien mieux que tout ce que nous pourrions écrire, quelques extraits de lettres montreront l'importance et l'utilité de notre campagne de diffusion.

« Bravo, mille fois bravo pour Tribune Socialiste qui devient de plus en plus un véritable hebdomadaire qui met en évidence tous les problèmes. Bravo au P.S.U. qui aborde les problèmes du logement, de l'école, des lois sociales... Je vous envoie une liste de camarades, tous jeunes ouvriers comme moi, qui avons passé ensemble vingt-sept mois où vous savez. Je vous demande, en plus, cinq exemplaires pendant quatre semaines, pour mes plus proches amis. J'espère pouvoir vous adresser quelques abonnements... Un ami va adhérer cette semaine à la section de Caen... »

« Dans le cadre de la campagne de diffusion, certains lecteurs de Tribune Socialiste m'ont chargé de cen-

traliser les bons afin :

« 1° d'organiser la distribution de propagande ;

« 2° d'éviter les doubles emplois dans les envois d'essai... »

« Avec l'espoir que cette campagne portera ses fruits et permettra une extension de l'audience P.S.U. »

H. B., La Roche-sur-Yon.

« Je t'envoie le compte rendu de la vente de masse effectuée le 12 février. Nous t'adressons commandé cinquante journaux supplémentaires. Cette vente a eu lieu dans un nouveau quartier. Nous avons fait le porte à porte toute la matinée, à sept camarades. Bilan : quarante-sept « T.S. » vendus. C'est un résultat intéressant... Nous avons fait également, au cours de cette vente, un abonnement au journal... Les discussions et conversations que nous avons eues avec les gens prouvent qu'il y a un sérieux travail à faire, d'éducation, d'information, d'implantation. La vente de « T. S. » est un des principaux moyens pour y aboutir. La section de Roubaix y travaille plus que jamais et poursuit activement la campagne de diffusion. »

(Un des diffuseurs de Roubaix.)
C. S.

« Dans le cadre de la campagne de diffusion, voici le plan de la section de Mâcon :

« 1° Après avoir choisi le quartier à prospecter, une équipe est chargée du collage des bandeaux et de la distribution des tracts.

« 2° Dans les trois jours qui suivent la distribution des tracts dans les

boîtes aux lettres, trois équipes effectuent le porte à porte. Une quatrième équipe est chargée de revoir les personnes qui ont acheté le journal.

« 3° Les invendus sont mis dans les boîtes aux lettres d'un autre quartier, pendant quatre semaines. Le quatrième numéro est accompagné d'une lettre invitant le lecteur à s'abonner. »

Section de Mâcon.

« La section de Perpignan a organisé une grande vente de masse le dimanche 19 février et avait mobilisé tous ses militants. Cinq cents « T.S. » avaient été commandés.

« La journée de vente à la criée de dimanche a été bénéfique par la vente de deux cent vingt journaux et par les contacts que nous avons pu avoir avec des personnes intéressées... »

N. A., Perpignan.

Cette vente constitue un beau succès à l'actif de la section de Perpignan. Trop souvent la vente à la criée, ou le porte à porte, sont délaissés. C'est pourtant l'un des meilleurs moyens de propagande car cette action militante assure la présence du P.S.U. en toutes circonstances ; elle permet, de plus, des contacts et des discussions avec les individus dans leur milieu habituel.

Nous lançons donc un appel aux retardataires ; qu'ils imitent les camarades dont nous avons mentionné les premières actions.

N'oubliez pas de nous tenir au courant de vos plans, de vos méthodes, de vos résultats. Les différentes expériences profiteront à tous. Tribune Socialiste pourra, grâce à l'effort de tous, paraître sur douze pages à la fin de la campagne de diffusion.

ENVOIS D'ESSAI GRATUITS

Liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « TRIBUNE SOCIALISTE ».

1^o M (prénom)
Adresse
2^o M (prénom)
Adresse
3^o M (prénom)
Adresse

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM
Prénom
Adresse
déclare souscrire un abonnement de :
Soutien 30 NF
Un an 19 NF
6 mois 10 NF
3 mois 5 NF

54, Bd. Garibaldi - PARIS (15^e) C.C.P. 58-26-65

ENVOI GRATUIT de PROPAGANDE

Je désire faire connaître Tribune Socialiste autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir exemplaires pendant quatre semaines (maximum 5 ex.)

à l'adresse suivante :

M (prénom)
.....
.....

LE GRAIN SOUS LA NEIGE

Adaptation de Daniel GUÉRIN

d'après le roman d'Ignazio SILONE

JE vois bien ce qui, dans le roman de Silone, « Le grain sous la neige » a séduit Daniel Guérin : son espoir. Espoir d'autant plus intense que les réalités s'avéraient accablantes. Comme Daniel Guérin, Ignazio Silone a, en effet, un passé de militant révolutionnaire. Comme lui, il a été déçu par son combat. Comme lui, il s'est alors dirigé sinon vers la littérature de fiction, du moins vers l'histoire, la sociologie. Manés Sperber à qui Daniel Guérin demandait un texte d'introduction pour ces actuelles représentations de l'Alliance Française note, à ce sujet : « Ignazio Silone a ouvert la voie que nous étions plusieurs à suivre plus tard, après le saut dans le néant, après la rupture. »

Qu'on m'excuse de citer Sperber. Outre l'occasion qui m'est ainsi offerte de recommander la lecture de ses propres romans (« Le buisson de vent cendres ») ses lignes placent « Le grain sous la neige » au niveau juste, plus loin qu'on est accoutumé de voir le théâtre. Le cas de Pietro Spina, — le révolutionnaire proscrit par le fascisme, exclu du parti par les staliniens (encore qu'on ne les nomme pas ici), se réfugiant dans l'amitié des « pauvres », faute d'avoir trouvé dans la lutte cette fraternité tant espérée —, certains d'entre nous l'ont connu. Pour ne pas trahir leurs convictions ils se sont intégrés à la classe avec laquelle ils confondaient l'avenir, même si cette fusion se traduisait par une certaine passivité. Malgré un certain lyrisme et une sentimentalité qui irritent, « Le grain sous la neige » restitue avec justesse ce cheminement.

L'action du roman est située vers 1935, dans l'Italie fasciste. Pietro Spina révolutionnaire émigré revient au pays. Il ne souffre pas l'exil. Chez Cardile qui le cache, il apprend les réticences du Parti à son égard. Pour mieux échapper aux gendarmes de Mussolini, Pietro Spina revêt des vé-

tements de prêtre. Il reprend le contact avec les cafoni, les paysans pauvres. En vain. « L'agneau sous la défroque du loup », comme il se définit lui-même, n'inspire peut-être pas confiance ; ou alors, les paysans sont-ils plus résignés qu'il ne le supposait.

Pietro Spina est exclu du parti. Accusé de déviationnisme, d'activités fractionnelles. En fait il rejette le travail de fraction. Il se cache maintenant dans la montagne. Plus tard, il racontera comment, seul, en proie à la faim et au froid, il a épié ce « grain sous la neige » germant grâce au peu de chaleur que le proscrit lui offrait. Ce séjour est aussi l'occasion d'une amitié profonde avec un sourd-muet, le cafoni unique qui a marqué de l'intérêt pour Pietro Spina. Tous deux, chez le hors-la-loi Simon la Fouine, constituent ce noyau fraternel où l'amitié prime tout. Jusqu'au sacrifice final.

L'adaptation de Daniel Guérin préserve l'essentiel. Par flashes successives, courtes scènes d'atmosphère, dialogues denses, il restitue le ton du roman. Ailleurs il rassemble dans le langage des paysans ces savoureuses réflexions, teintées de tristesse, de désignation que la misère et la pauvreté amènent au peuple.

Pourtant des difficultés matérielles, inhérentes à la salle de l'Alliance Française mal conçue, mal aménagée, ralentissent sans cesse le rythme, freinent l'action.

Il faut aussi indiquer une erreur à mon avis fondamentale : avoir confié la mise en scène et la distribution à Maurice Jacquemont. A part Nicolas Bataille — Pietro Spina — juste, la plupart des acteurs usent d'effets, de trucs qu'on pourrait admettre dans une bouffonnerie ou une farce. Ce qui n'est pas le cas. Il en résulte une certaine gêne à des moments déterminants.

E. C.

" LE CADRE VERT "

DANS une centaine de villes en province, avec des moyens publicitaires considérables, s'est déroulé, se déroule encore, une campagne « CADRE VERT ». Jusqu'à sa dernière phase, les promoteurs de cette action n'apparaissent jamais et peuvent ainsi, puisqu'ils proposent de porter remède au « désarroi moral de la jeunesse », trouver des appuis locaux les plus variés. Il apparaît, dans certains départements, que des pressions discrètes faites sur les éléments représentatifs de l'Administration, les « notables » les ont encouragés à patronner l'opération « Cadre vert ».

Rappelons les éléments essentiels de la campagne :

• Premier temps : apparition généralisée de bandeaux ne portant d'autres indications que celle-ci : « Cadre vert ».

• Deuxième temps : des affiches apposées sur des panneaux réservés : « On recherche le cadre vert ». Des voitures circulent avec des vignettes « Oui au cadre vert ». A Périgueux un cortège d'enfants traverse la ville, la tête recouverte d'une cagoule verte portant des banderoles « Cadre vert ».

• Troisième temps : une exposition « Problèmes des jeunes » qui reprend la plupart des thèmes connus (insuffisance de l'appareil culturel, sportif, face au taux de délinquance). Elle semble « objective » en ce sens qu'elle affiche des documents provenant de toutes les sources. (Cela suscitera des réactions surprises des mouvements laïques associés sans le savoir à l'exposition.)

Des articles paraissent dans la presse locale, attirant l'attention des adultes sur les « blousons noirs ». Un tract est distribué : « Adultes, sachez que vous pouvez AIDER LES JEUNES, en assistant à la réunion qui... » La réunion se tient. Généralement un représentant du « Cadre vert » étranger à la ville y parle. « Dans dix ans la France sera aux mains des jeunes. Si dès aujourd'hui vous ne vous occupez pas d'eux, ils supprimeront vos retraites de vieux. » Il faut donc les aider. Comment ? « En leur consacrant, vous adultes, un jour par semaine, un week-end par mois, en souscrivant un contrat de quatre ans. » A quoi ? Au Cadre Vert. Des éducateurs de bonne volonté. Sans plus. On fait circuler alors des listes en insistant pour qu'elles soient remplies avant la fin de la réunion. Les assistants partent sur une impression floue. Une brochure distribuée à la sortie remettra les choses au point !

Le cancer des rastaquouères

Papier glacé, trois couleurs, nombreuses illustrations. On y lit : « 1975 c'est demain... Ou bien créer un million d'emplois supplémentaires... ou bien bâtir l'école obligatoire jusqu'à 17 ans. Le choix est inéluctable. Bon gré, mal gré ceux qui ont de l'argent paieront pour éviter la révolution. Car les blousons noirs c'est gentil. Mais les chômeurs de 20 ans c'est bien plus sérieux... » « N'attend-on pour aider la jeunesse à prendre conscience de son destin que l'expérience de la lutte de classes ? »

Une page plus loin : « Ce monde sera-t-il baptisé ? »

Une autre : « Le scoutisme répond. » Double page : « Missions de l'homme de trente ans. » Plus loin : « Au mâle il faut la mer, de l'air, du vent, de l'aventure, c'est-à-dire des responsabilités... A l'épouse il faut un homme jeune. Sauf si elle a pris le cancer des rastaquouères. Le foyer se construit sur la place de la vie. Sur la place de l'Eglise. »

Conclusion : il faut des chefs. « Chef de communauté... situé dans sa profession. » Lesquels prendront en charge morale des groupes de jeunes.

Entreprise de recrutement dirigée par les Scouts de France, donc, mais non pas destinée comme on l'a dit à toucher les jeunes, mais d'abord « l'homme de trente ans... situé dans sa profession ». Le bénéfice de la campagne se traduit d'ailleurs au dire de ses organisateurs, par environ huit cents jeunes couples acquis à l'expérience. A partir de cette indication l'affaire débouche sur de tout autres perspectives, que les mouvements laïques ont dénoncé déjà, à Marseille en particulier.

Politique de la jeunesse

A Marseille en effet, il est apparu qu'un lien étroit unissait responsables des Clubs de Prévention et Cadres Verts. Les premiers encoura-

geaient les seconds, ceux-ci leur rendant bien.

Petite parenthèse : que sont les Clubs de Prévention ?

L'Ordonnance du 23 juillet 1958 « transférait l'action judiciaire du domaine pénal au domaine civil, accentuant son caractère préventif ». A cet effet le Haut-Comité de la Jeunesse (1) encourageait la création dans les secteurs « menacés » de clubs de loisirs cités de prévention. C'était la rejoindre le souhait manifesté de longue date par des initiatives privées (le juge Chazal, les équipes d'Amitié). Mais le Haut-Commissaire à la Jeunesse exigeait l'unification de toutes les associations existantes dans une « Fédération des Clubs de Loisirs et de Prévention ». Très rapidement il est apparu que ces clubs, débordant leurs attributions originelles devenaient des Clubs de Loisirs pour tous les jeunes. Se multipliant très rapidement grâce au soutien large du Haut-Comité (dont ils dépendent), ils viennent aujourd'hui concurrencer l'action des mouvements traditionnels, doublant dans certains cas les maisons de jeunes. Ou s'y substituant. Fin de la parenthèse (2).

On comprend alors le rôle que pourront jouer ces « Cadres Verts », surtout si l'on songe que dans la plupart des grandes villes de France existent des projets « Clubs de Loisirs et de Prévention ».

Que les Scouts de France, profitant d'une conjoncture plus favorable aux mouvements d'inspiration confessionnelle qu'aux mouvements laïques, se « placent » au mieux, cela se conçoit. On pourra d'ailleurs noter que la campagne « Cadre Vert » est visiblement inspirée par ses éléments les plus réactionnaires et qu'elle bénéficie du soutien moral d'Herzog. (3)

La passivité des mouvements démocratiques

Ce qu'on comprend moins, c'est la passivité dont font preuve les mouvements démocratiques. Depuis deux ans, on assiste à la mise en place de superstructures destinées à mettre la jeunesse au pas : chaque étape de « réformes » ne suscite qu'après coup, des réactions hélas ! tardives. Substitution de « bourses » de vacances au lieu des subventions, mises en places des Conseils régionaux de la Jeunesse, création de nombreuses associations (« Connaissance de la France », « Relations Internationales de Jeunes », « COGEDEP », « Cotravaux », etc...), qui viennent par-dessus les mouvements de jeunes traditionnels organiser les loisirs des jeunes, tous ces éléments séparés les uns des autres sont d'apparence anodine. Si actuellement on les rassemble, l'on s'aperçoit que dans la plupart des secteurs l'Etat directement prend en mains (4) des actions qui, jusque-là parce qu'elles étaient confiées à des mouvements divers, leur garantissait une évidente neutralité. On peut prévoir d'ores et déjà l'étape suivante : puisque l'action des mouvements et associations doublent celle des associations directement subventionnées et contrôlées par l'Etat, on proposera aux premiers de se fonder dans les seconds et on leur supprimera toute aide.

Il ne faut surtout pas croire qu'il s'agit d'une extrapolation de notre part : la manœuvre s'est précisée l'année dernière où l'on a vu, par exemple, toutes les bourses pour les Jeux Olympiques distribuées par Cogedep (Association de Cogestion pour les Déplacements à but Educatif des Jeunes). L'alternative qui sera bientôt proposée aux mouvements de jeunes se résume à ceci : se soumettre ou se démettre.

Emile COPFERMANN

- 1) Président : Michel Debré. Secrétaire Général : M. Herzog. Membres : les différents Ministres intéressés et des représentants des Mouvements des Jeunes.
- 2) Un animateur de Club suit un stage de formation d'un an et débute avec un salaire à l'indice 216 : plus qu'un instituteur débutant.
- 3) Qui il y a environ trois ans lançaient les clans libres « Raiders », expérience très discutée dans le Scoutisme alors, qui empruntait aux parachutistes bon nombre de leurs caractéristiques.
- 4) La formation de ses propres cadres par exemple dans des stages organisés par le Haut Commissariat. Alors qu'on faisait toujours appel aux Associations spécialisées. Dans cet esprit, le projet de « Congé culturel » proposé de longue date par les Mouvements de Jeunes devient « Congé - Cadres - Jeunesse ». Il ne s'agit pas seulement d'une différence de vocabulaire.

JOURNAL D'UN LICENCIÉ

Vingt-cinq personnes ont été licenciées aux usines SOCRADÉL à Rueil. Cette entreprise employait 110 personnes, des femmes pour la plupart, au montage de postes radio.

Le motif invoqué par la direction était le manque de commandes. Mais une autre raison a joué : un de nos camarades a tenté de monter une section syndicale dans l'entreprise. Il raconte lui-même, jour après jour, ce qui s'est passé...

Nous ne tirerons pas de conclusions. Elles viennent d'elles-mêmes.

L. R.

AU mois de décembre dernier, nous avons décidé, quelques camarades et moi, de former dans notre entreprise une section syndicale C.G.T. Pour cela, nous nous étions adressés à l'Union locale de la ville de Rueil où un représentant de la Fédération de Seine-et-Oise nous avait indiqué la marche à suivre.

Nous avons donc demandé à la C.G.T. de faire distribuer des tracts à l'entrée de l'entreprise, invitant les travailleurs et les travailleuses à se réunir pour discuter des salaires et autres revendications et de la nécessité, pour obtenir celles-ci, de former une section syndicale.

MARDI 24 JANVIER

— Le matin : distribution des tracts.
— Le midi : le directeur nous fait savoir par une note de service que, par suite du manque de commandes, la semaine de travail ne serait plus que de 40 heures. (Elle était, auparavant, de 45 heures).

JEUDI 26 JANVIER

Jour de la réunion. Quarante personnes sont là, environ. La majorité se déclare prête à se syndiquer. Nous préparons ensemble une liste de délégués et le cahier de revendications.

VENDREDI 27

Dépôt de la liste des délégués à l'Inspecteur du travail.

LUNDI 30

— Le matin : deux camarades et moi sommes licenciés. Prétexte : le manque de commandes.

— L'après-midi : Remise du cahier de revendications au directeur. Il nous annonce que d'autres licenciements sont prévus, toujours par suite du manque de commandes...

MARDI 31

— L'après-midi : Débrayage d'une heure contre les licenciements. Devant la menace de ceux-ci, sur les quarante personnes présentes le jour de la réunion, une vingtaine se sont abstenues.

Ce même jour, à la demande du représentant C.G.T. de la Fédération de Seine-et-Oise, l'Inspecteur du Travail se rend chez le directeur pour avoir des explications sur les licenciements.

JEUDI 2 FEVRIER

Nouvelle réunion avec le représentant C.G.T. Le nombre des présents a encore diminué de moitié.

VENDREDI 3

Vingt-cinq personnes sont licenciées, avec l'accord de l'Inspecteur du Travail.

Il est à remarquer que, sur ces vingt-cinq personnes une quinzaine avait débrayé le mardi matin...



L'aciérie d'Anshan : 322 millions de tonnes par an.

(Keystone)

Diverses statistiques publiées par la Documentation Française (1) permettent de se faire une idée du prodigieux développement de l'économie chinoise depuis l'instauration de la République Populaire. Ces données chiffrées peuvent être éclairées par différents reportages récents dont le plus complet vient d'être réalisé par Tibor Mende et publié sous le titre « La Chine et son ombre ». (2).

S'il est encore difficile d'étudier avec quel-

que précision les mécanismes de la planification chinoise, on peut d'ores et déjà décrire les méthodes mises en œuvre par les Communistes chinois et, sauf à accueillir les renseignements chiffrés avec un esprit critique pour les ramener aux normes occidentales, on peut prendre conscience de la réussite d'une expérience qui exerce déjà une sorte de fascination sur la moitié sous-développée de l'humanité.

Objectifs et méthodes

LES objectifs de la Révolution chinoise ne sont peut-être pas d'abord économiques, mais le développement de l'économie est considéré par les dirigeants chinois comme la condition de l'édification socialiste en Chine.

Il s'agit tout d'abord d'assurer à tous les conditions matérielles de vie minimum pour que le régime puisse s'appuyer sur les masses. Si l'on songe, comme le fait Tibor Mende, que l'histoire de la Chine au cours de la première moitié du XX^e siècle se confond avec l'histoire des massacres, entraînés par les soulèvements et les guerres civiles, et des hécatombes dues aux épidémies, aux famines et aux inondations, l'ambition des leaders de la Chine Nouvelle de vouloir apporter à tous la sécurité est déjà révolutionnaire.

A ce premier but, s'ajoute immédiatement la volonté de supprimer la dépendance vis-à-vis du monde extérieur par la mobilisation de toutes les ressources internes et de faire de la Chine l'égale des deux grands. La première étape de cette ascension, qui est rappelée à chaque moment, c'est de rattraper la Grande-Bretagne en dix ans. Aussi, dans tous les domaines, les planificateurs chinois distinguent-ils les objectifs à court terme et les perspectives à long terme. Les premiers constituant une base de départ pour le développement ultérieur.

Pour parvenir à faire de leur pays une grande puissance économique et d'abord une grande puissance industrielle, les dirigeants de Pékin ont à affronter les mêmes problèmes que tous les dirigeants de pays sous-développés : le manque de capitaux et le manque de techniciens.

L'accumulation du capital est la pierre d'achoppement de tout pays sous-développé de même qu'elle a été le pas décisif, comme l'a montré Marx, fait par les pays « bourgeois » d'Occident au XIX^e siècle. Les pays occidentaux ont réussi cette accumulation aux XVIII^e et XIX^e siècles, grâce à la contrainte privée et à l'inégalité sociale dont le respect était assuré par l'Etat, émanation des capitalistes; les pays sous-développés à structure féodale et capitaliste échouent à l'heure actuelle dans cette entreprise du fait du gaspillage public et du détournement des épargnes particulières vers des fins non productives.

Les communistes chinois pour leur part sont en train de définir un mode original de modèle, c'est-à-dire de circuit économique qui permette l'accumulation du capital et la transformation du travail en outil de production. Cette méthode repose avant tout sur la mobilisation massive des oisifs et des semi-oisifs des campagnes.

La révolution agricole : des moyens dérisoires, un effort surhumain

La Chine de 1952 était un pays essentiellement agricole, sa population était rurale pour 90 %. Le grand problème était donc d'obtenir des masses rurales un effort surhumain pour dégager des excédents de produits agricoles destinés à nourrir les ouvriers construisant les cités industrielles, à approvisionner l'industrie naissante en matières premières et enfin, à être troqués, surtout grâce à l'U.R.S.S., contre des biens d'équipement.

La mobilisation et l'encadrement des travailleurs agricoles étaient donc la première opération à mener à bien; le développement de la production agricole et pour cela la transformation de la nature devaient en découler.

Trois mesures essentielles ont alors été prises successivement :

— La mobilisation des travailleurs sur les huit objets fondamentaux suivants : labourage, engraissement, irrigation, sélection des graines, plantations, protection des sols, outillage et aménagement des cultures;

— l'éducation des paysans;

— enfin, l'organisation des communes.

Si l'on songe que les paysans chinois disposent de moyens extrêmement réduits : à peine 3 millions de tonnes d'engrais en 1960, 22.000 tracteurs fournis par l'industrie en 1960 (U.R.S.S. 200.000), instru-

A la fo

DOUZE AN

ments aratoires primitifs, on voit que le développement de la production agricole repose sur le travail des masses rurales. D'où la constitution des coopératives et des communes et ce gigantesque effort de transformation de la nature par le travail humain; les résultats sont déjà surprenants : 70 millions d'hectares rendus irrigables en dix ans, plus de 5 millions récupérés sur les sols vierges, 60 millions plantés pour empêcher l'érosion et enfin domestication des grands fleuves qui doit permettre d'éviter les inondations, de protéger les sols et d'irriguer de nouvelles terres.

Ces différentes actions ont déjà permis une augmentation substantielle de la production agricole, alors que les investissements consacrés à l'agriculture et à l'irrigation n'ont pas dépassé 8 % (de 1952 à 1958) des investissements totaux.

La production de céréales notamment aurait augmenté de 92 % en 7 ans, la production dans son ensemble s'accroissait de 4 % par an.

Cependant avec le développement de la population urbaine et des exportations obligatoires, il a fallu en 1958, faire un « formidable bond » en avant pour accroître la production; depuis cette date, le rythme de croissance, bien que défavorisé par des conditions météorologiques défavorables, serait passé à 8 %. (L'effort porte surtout sur les denrées alimentaires et industrielles de base : céréales, riz, pommes de terre, sucre, coton; par contre, le cheptel et les produits de « luxe » paraissent négligés).

Ainsi dans le domaine rural comme le note Tibor Mende « la collectivisation n'a pas été une révolution technique comme en U.R.S.S., mais, une révolution qui tendait principalement à une exploitation plus rationnelle du travail ».

Parallèlement à cet effort rural, la Chine a tout mis en jeu pour tirer le maximum de son sous-sol. Des équipes de géologues ont été envoyées par milliers vers les provinces centrales et occidentales, et priorité a été donnée dans les plans à l'extraction minière et à l'équipement hydraulique. C'est ainsi, que la production de charbon est passée de 32 millions de tonnes en 1949 à plus de 400 en 1960, et que la production d'électricité hydraulique a été portée de 7 milliards de kWh à 41,5 en 1959. Par contre,

(1) Voir notamment le n° 2.663 des Notes et Etudes Documentaires « Statistiques relatives à l'économie de la République Populaire de Chine » pour les années 1949-1959.

(2) Tibor MENDE : La Chine et son ombre (Ed. Le Seuil).

LE PARTI COMMUNISTE



SUN - YAT - SEN

(Keystone)

L'événement le plus important pour l'histoire de l'humanité dans ces quinze dernières années est certainement la victoire de la Révolution chinoise sur le régime de Tchang-Kai-Chek. Un des plus vieux peuples de la terre, jouet des intrigues des grandes puissances occidentales depuis le XIX^e siècle, prenait ainsi son sort en mains et mettait fin à des siècles d'immobilisme et de stagnation sociale. L'ampleur de cette révolution, qui débute en fait vers 1910 avec l'action de Sun-Yat-Sen et bouleverse totalement les structures sociales, s'explique largement par l'acuité du problème paysan. Ce sont, en effet les paysans sans terres qui écrasèrent l'innombrable armée du Kuomintang et chassèrent les seigneurs et les usuriers. Mais le succès durable de cette Révolution, son caractère quasi irrévocable ne peuvent se comprendre que par référence à l'action du parti communiste chinois qui fut pour une large part la conscience de la Révolution.

Le parti communiste eut des débuts bien modestes. Fondé le 1er juillet 1921 par un groupe d'intellectuels, il ne comptait pas plus de 50 membres. Pourtant très rapidement il acquit une importance hors de proportion avec sa force numérique. Le prestige de la Révolution d'Octobre, l'aide matérielle apportée par l'Union Soviétique aux partisans de Sun-Yat-Sen, firent qu'on lui accorda une place de choix dans le mouvement antiféodal qui cherchait à détruire le régime des seigneurs de la guerre et à combattre l'anarchie, propice à l'intervention étrangère. Aidé par les conseillers soviétiques, il devint après 1924 une force militaire non négligeable et se trouva bientôt à la tête d'un mouvement syndical relativement puissant. Cet ensemble de circonstances éminemment favorables avait cependant son revers : très dépendant de l'Union Soviétique, le parti communiste chinois fut amené à suivre sans discussion les aléas de la politique étrangère soviétique d'entente avec les bourgeoisies nationales. C'est ainsi qu'il fut amené à donner son adhésion au parti de Sun-Yat-Sen, le Kuomintang et à cesser toute activité extérieure apparente au cours des années décisives de 1924-1927. Lié par la discipline d'un parti qui était loin d'être unanimement révolutionnaire, il lui était à peu près impossible de pousser trop loin ses mots d'ordre révolutionnaires. Il dut en particulier mettre une sourdine

Force du poignet, la Chine

LES DE RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

par P. CHARPENTIER

Les autorités chinoises reconnaissent franchement que, dans le domaine du pétrole, les résultats n'ont pas répondu à leurs espoirs.

Industrialisation : des résultats spectaculaires

Sur les bases d'une agriculture en pleine croissance, et d'une exploitation intense du sous-sol, la Chine a commencé à construire son industrie.

Trois traits essentiels marquent cette politique

d'industrialisation : la décentralisation, la priorité donnée à l'industrie lourde et enfin l'aide soviétique. Enfin, un effort immense fait pour former cadres et techniciens.

• Décentralisation et aménagement de l'espace.

Avant 1952, la plus grande partie des industries était située en Mandchourie et dans quelques villes côtières ; 80 p. cent du fer, 90 p. cent des textiles étaient produits dans ces deux zones.

Le premier plan quinquennal prescrivait de localiser les industries auprès des sources de matières brutes et de combustibles et des contrées de consommation. Le développement de l'industrie dans des régions demeurées purement agricoles doit à la fois économiser les dépenses de transports, — point faible de la Chine —, mais surtout favoriser l'évolution de toutes les populations vers les méthodes de production modernes.

Pendant les trois premières années du premier

plan, les trois-quarts des investissements accordés aux industries nouvelles allèrent aux nouveaux centres de l'intérieur où furent localisés 520 grands travaux sur les 825 qui étaient entrepris ; à cette occasion, de vastes migrations de travailleurs étaient organisées vers les 26 nouvelles villes construites dans les provinces du centre et de l'ouest.

Quatre grandes régions nouvelles servent de centre à l'industrialisation. Le Setchouen-Yunnan, la Mongolie intérieure avec la grande aciérie de Paotow le complexe Sining-Lanchow et la ligne ferroviaire du Sinkiang. Dans ces régions de l'ouest, les minorités sont désormais submergées par l'élément chinois et les villes poussent comme des champignons, Lanchow, modeste bourgade en 1950, abrite aujourd'hui 1 million d'hommes.

• Priorité à l'industrie lourde :

De 1952 à 1958, tandis que la production de l'industrie légère était multipliée par 2,5, celle de l'industrie lourde l'était par 3,8. Le secteur des industries de base, et surtout la sidérurgie, est privilégié du point de vue politique et idéologique comme du point de vue financier. L'industrie au total absorbe durant cette période 51 % des investissements de toute nature réalisés en Chine, dont 85,6 % ont été consacrés à l'industrie lourde.

Cependant, à partir de 1958, un certain changement semble s'être opéré, les villes côtières sont moins défavorisées (peut-être en liaison avec l'éloignement des menaces militaires), la concentration au profit d'énormes complexes s'est relâchée. On a assisté alors à la politique de micro-industrie très connue, placée sous l'autorité des municipalités ou des « communes ». Si cette phase paraît résolue, il n'est pas douteux qu'en plus de l'appoint local qu'elle a pu fournir, son but était surtout de former aux gestes et aux réflexes de l'industrie les masses de la paysannerie arriérée.

Les résultats de la politique d'industrialisation sont déjà spectaculaires : La production d'acier est passée en 10 ans de 1,35 millions de tonnes à 13,35 en 1959 et sans doute près de 18 T. en 1960, alors que les deux grands ensembles de Wuhan et de Paotow ne sont pas achevés.

Mais la Chine a réussi également à produire les machines les plus complexes nécessaires à son équipement : générateurs électriques, machines outils, locomotives, tracteurs et même avions à réaction.

Il est fort difficile d'apprécier non seulement la qualité de ces productions mais même leur volume et surtout leur coût en heures de travail. La valeur de la production industrielle d'après les sources chinoises aurait augmenté de 128 p. cent de 1952 à 1957, puis de 65 p. cent en 1958, de 39 p. cent en 1959

(Suite page 8)



Dompter la terre, la modeler en terrasses pour préserver les sols et retenir les eaux. Un gigantesque effort de transformation de la nature par le travail humain. (Ici, dans la province de Kansu). (Keystone)

E DANS LA RÉVOLUTION CHINOISE

aux revendications paysannes et ouvrières qui éfrayaient l'aile droite du Kuomintang, proche des propriétaires fonciers et des bourgeois compradores (liés au capitalisme étranger). Cette attitude ultra prudente affaiblissait les forces révolutionnaires mais ne rassurait pas vraiment la bourgeoisie qui, au-delà du parti communiste, voyait se profiler le danger d'une intervention des masses paysannes et ouvrières dans la vie politique. Et de fait, la bour-

PAR

J.-M. VINCENT

geoisie, incarnée par Tchang-Kai-Chek, chef des troupes du Kuomintang n'eut rien de plus pressé après avoir obtenu des victoires décisives contre les seigneurs de la guerre du Nord que de se retourner contre ses alliés communistes et de chercher à les anéantir. A Shanghai et dans plusieurs autres villes industrielles de la Chine du Sud, des milliers de communistes et d'ouvriers révolutionnaires furent massacrés. La direction du parti communiste très peu préparée à cette éventualité se trouva rapidement en un état de désarroi à peu près total. Elle essaya, suivant en cela les conseils des Soviétiques, de se raccrocher à l'aile gauche du Kuomintang, puis tomba dans le putschisme en organisant une commune rouge à Canton, vile réprimée. Le parti semblait perdu ou tout au moins hors d'état d'agir pour de nombreuses années. Les forces armées qu'il conservait avaient été chassées des zones urbaines et industrielles et se défendirent avec difficulté dans des zones agraires marginales.

La longue marche de 1934

Il n'y eut pourtant pas de stabilisation réelle. Malgré des erreurs gauchistes graves — imputables à la direction de l'Internationale communiste qui traversait une période sectaire — le parti communiste put — au prix de sacrifices très lourds — maintenir des guérillas paysannes pendant plusieurs années. En 1934, alors que ses forces étaient menacées d'encerclement et promises à un anéantisse-

ment total, il réussit même cette extraordinaire entreprise que fut la longue marche vers la Chine du Nord (12.000 km). Aussi, malgré sa faiblesse relative, continua-t-il à représenter potentiellement un pouvoir opposé à celui des bourgeois compradores et des gros propriétaires fonciers, qui, de plus en plus, se révélait incapable de construire une Chine nouvelle. L'intervention japonaise qui mit en évidence la faiblesse, la corruption et l'incapacité foncière du régime du Kuomintang lui permit en fait de se présenter comme la seule force capable de défendre la nation chinoise contre l'invasion étrangère. A partir de 1935, et surtout de 1937, le parti communiste qui avait passé une sorte de pacte de non-agression avec le pouvoir officiel de Tchang-Kai-Chek lança en effet la quasi totalité de ses forces dans la lutte contre l'envahisseur, tandis que ses alliés incertains du Kuomintang se montraient plus soucieux de maintenir les masses dans leur état de servitude que de combattre résolument l'armée japonaise.

Un choix difficile : " Union Nationale " avec le Kuomintang ou rupture totale ?

Dès cette époque le sort de la domination bourgeoise était pratiquement scellé et il apparaissait que la liquidation de la guerre pouvait très bien signifier la liquidation du régime Tchank-Kai-Chek. Et effectivement au fur et à mesure que la victoire alliée approchait, on vit les armées du Kuomintang abandonner le combat contre les Japonais et tourner leurs armes contre les régions libérées communistes, transformant ainsi de leur propre initiative la guerre nationale en guerre civile. Le parti communiste confronté à une situation qui ressemblait à celle d'avant 1935, essaya cependant de maintenir contre vents et marées la politique d'unité nationale. Dans les régions libérées, sa politique fut plus que prudente sur le plan des réformes : pas de réformes agraires, pas de nationalisations importantes. Après la capitulation du Japon, il accepta même d'engager des négociations avec Tchang-Kai-Chek par l'intermédiaire des Américains et seule la volonté dé-

terminée du Kuomintang d'en finir avec le communisme les fit échouer. On était arrivé à un point tournant décisif : — ou bien le parti communiste maintenait sa ligne politique d'Union nationale au risque de perdre une partie de son appui populaire et une victoire du Kuomintang devenait possible ; — ou bien il s'engageait dans la voie des réformes de structure et c'était la victoire de la Révolution qui pointait à l'horizon. Le choix était difficile, parce que l'U.R.S.S. insistait à l'époque sur la né-

(Suite page 8)



(Keystone)

MAO-TSE-TOUNG
Une certaine harmonie entre les masses et le Parti.

A la force du poignet, la CHINE

DOUZE ANS DE RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

et 29 p. cent en 1960. Ces chiffres doivent sans doute comptabiliser toutes les productions à tous les stades et non la production finale comme en Occident. Cependant même avec une réfaction d'un tiers, les progrès restent énormes. Quant au gaspillage de travail dans le cadre des communes, il faut bien voir qu'il est le fait d'ex-chômeurs pour qui cette expérience a servi d'école pratique.

• L'aide soviétique :

L'aide fournie par l'U.R.S.S. à la Chine s'intègre dans le modèle de développement chinois et représente la condition première de sa réussite. Tibor Mende note que pour autant qu'on puisse le savoir, l'U.R.S.S. n'a fait aucun don à la Chine et ne lui a prêté pour son économie que 430 millions de dollars alors qu'elle en avançait 700 à l'Inde non communiste et 370 à l'Indonésie. L'aide russe s'est donc présentée sous deux formes :

— Envoi de techniciens, d'économistes et de professeurs : (10.800 spécialistes russes travaillaient en Chine), fourniture dans le cadre de la « Commission Sino-Soviétique de coopération scientifique et technique » de plans d'usines et de machines, de brevets et de licences, formation de techniciens chinois (plus de 20.000) en U.R.S.S.

— Echange d'équipements complets d'usines contre des matières premières minérales ou agricoles. Au total, 336 grandes entreprises ou grands travaux à caractère industriel représentant 3.250 millions de dollars ont été fournis par l'U.R.S.S. à la Chine. L'essentiel du premier plan a été ainsi réalisé grâce aux Soviétiques qui fournissaient les usines depuis les plans jusqu'à la formation des cadres et ouvriers chinois.

Cette aide a permis également le démarrage de l'enseignement technique et supérieur dont... les effectifs sont passés de 190.000 élèves en 1952 à 1.200.000, prévus pour 1960.

Mais, en échange, la Chine devait intégralement fournir la contrepartie sous forme d'exportations de denrées alimentaires et matières premières. La moitié des exportations chinoises est dirigée vers l'U.R.S.S., ce qui en 1958, représentait 6,5 milliards de yuans, soit le quart des investissements totaux de capitaux et la moitié des investissements dans l'industrie. De son côté, l'U.R.S.S. semble avoir modifié ses plans pour tenir compte de ses achats à la Chine.

Il semble bien que les remboursements en nature que doit effectuer la Chine pèsent d'un poids très lourd, surtout au moment où des conditions météorologiques défavorables ont réduit les productions agricoles; il se peut même que la presse chinoise ait ces derniers temps exagéré encore ces difficultés pour obtenir des meilleures conditions et des délais de remboursement.

Le rythme du développement chinois

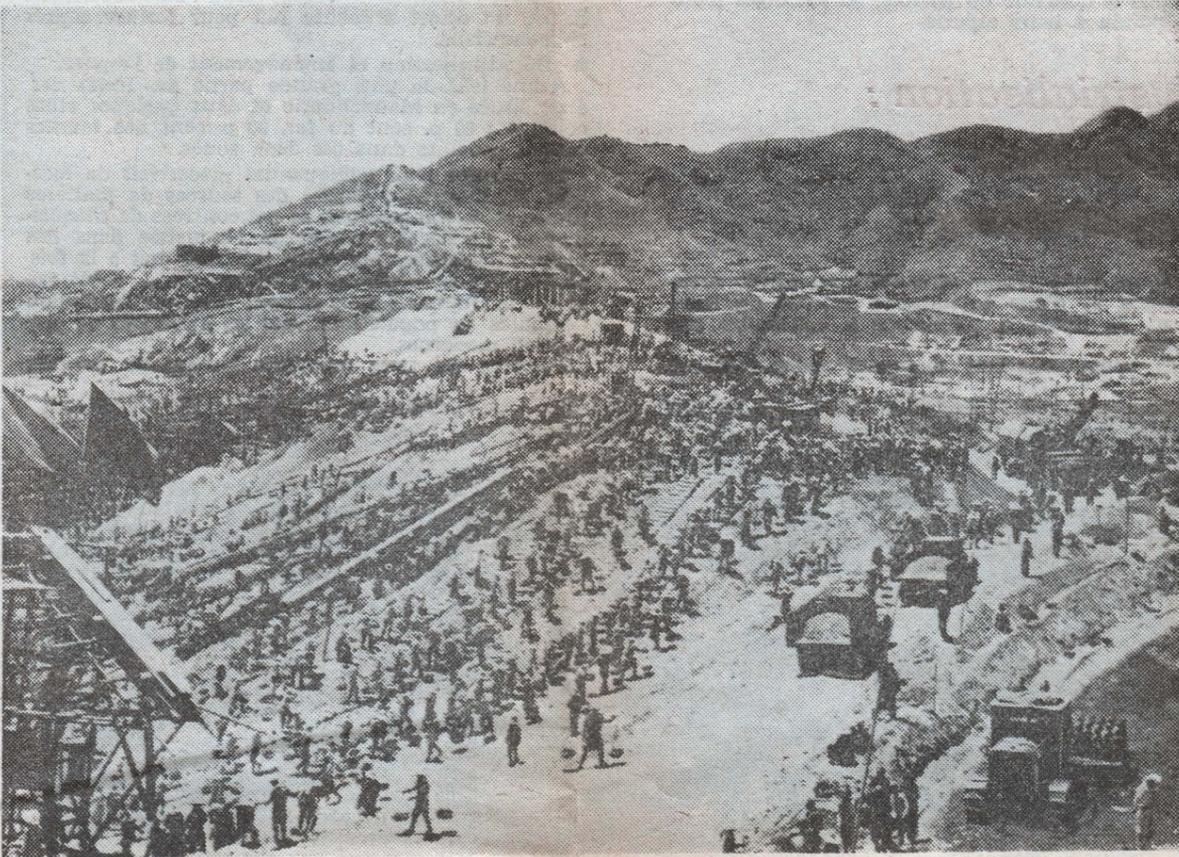
Tibor Mende s'est efforcé dans son ouvrage de rapprocher le rythme du développement chinois de 1948 à 1960 de celui de deux pays placés dans les mêmes conditions de départ : l'U.R.S.S. de 1928 à 1940 et l'Inde après 1950.

En 1928, les bases du développement russe étaient sensiblement les mêmes que celles de la Chine en

1950. Or il semble que, au cours de leur premier plan, le taux d'expansion dans les deux pays ait été du même ordre de grandeur, environ 19 % par an. Mais après cette première période, l'accélération chinoise a été beaucoup plus rapide; si l'on compare les chiffres de production pour quelques grands produits dans l'U.R.S.S. de 1940 et la Chine de 1960, on

tournez vers ce match, mais il ne fait plus de doute aujourd'hui que les Chinois l'ont emporté largement.

On constate ainsi que de 1951 à 1960, la production de céréales a augmenté de 42 % en Inde contre 92 % en Chine en 7 ans, que dans les industries de base, les quantités produites par la Chine sont toutes de 2



Près de la Grande Muraille, à 50 kilomètres de Pékin : 400.000 Chinois pour la construction d'un barrage de 600 mètres de long

(Keystone)

constate que la production chinoise est 3 fois celle de l'U.R.S.S. pour le ciment, 2,5 fois pour le charbon, 2 fois pour le fer, égale pour l'électricité, l'acier et les engrais; par contre, la Chine paraît en retard pour les camions, les tracteurs, le matériel ferroviaire roulant. Il est donc certain que, pouvant s'approvisionner en matériels d'usine et de transport grâce à l'aide russe, les Chinois ont pu donner la priorité à l'équipement des industries lourdes de base. Mais, il semble bien aussi que, forts de l'aide et des techniques russes, les Chinois ont pu édifier les bases de leur économie dans un délai encore plus court que les Soviétiques.

La comparaison est encore plus significative avec l'Inde qui, partie à peu près du même stade, s'efforce de résoudre les problèmes du sous-développement avec des méthodes de planification souples dans un cadre encore largement capitaliste. Tous les responsables des pays du tiers-monde ont eu les yeux

à 7 fois supérieures à celle de l'Inde. Il est possible que l'économie libérale de l'Inde soit en avance sur celle de la Chine pour quelques biens de consommation, mais les bases mêmes de l'économie chinoise ouvrent pour l'avenir des possibilités beaucoup plus grandes. Enfin, il semble, toujours d'après Tibor Mende, que chaque unité d'augmentation du Revenu National chinois a été réalisée avec la moitié des investissements qu'il eût fallu à l'Inde pour obtenir le même résultat, (déjà, les investissements chinois sont passés de 1,13 milliard de yuans en 1950 à 26,7 en 1958).

La puissance industrielle qui s'élabore en Chine grandit beaucoup plus vite que dans n'importe quel pays sous-développé. « Psychologiquement et politiquement, note Tibor Mende, le fait est d'importance considérable à une époque où la moitié de l'humanité cherche passionnément à se moderniser et à se hausser dans le domaine économique ».

LE P. C. DANS LA RÉVOLUTION CHINOISE



cessité de maintenir l'Union nationale et parce que le P.C. relativement bureaucratise et militarise avait une attitude plus ou moins paternaliste à l'égard des masses.

Enfin la menace d'anéantissement qui pesait sur les régions libérées fit pencher la balance en faveur de la Révolution. En mai 1946, le parti communiste se lança dans la voie de la réforme agraire déclenchant un des plus vastes mouvements paysans de l'histoire. Le Kuomintang qui disposait de moyens matériels considérables montra bientôt des signes de désintégration. Son pouvoir sous les coups des paysans, des ouvriers, des intellectuels se liquéfiait. Dès la fin de 1947, il n'était plus qu'un moribond, encore capable de porter des coups terribles certes, mais qu'aucune puissance humaine ne pouvait plus sauver. Dès lors le sort de la Chine était lié aux rapports existants entre le parti communiste et les masses populaires, ou comme le dit Mao-Tsé-Toung lié aux contradictions entre le parti et le peuple. Après Octobre 1949, c'est-à-dire après la proclamation de la République populaire, le souci dominant des nouveaux dirigeants chinois fut de rétablir l'ordre : ce qui signifiait remettre de l'ordre dans l'économie, créer une nouvelle monnaie saine, etc., mais signifiait aussi canaliser le mouvement des masses dans les villes et les campagnes pour l'empêcher de déborder la tutelle du parti. Dans

TCHANG-KAI-CHEK

Une volonté déterminée d'en finir avec le communisme.

(Keystone)

la Chine du Sud, la réforme agraire ne fut introduite que progressivement et ne fut terminée qu'en 1952. Dans les villes, les éléments de contrôle ouvrier qui existaient en 1950 furent progressivement supprimés et les syndicats qui s'étaient développés impétueusement furent soumis à un contrôle étatique étroit. Mais jusqu'en 1955 la tutelle du parti fut relativement bienveillante : les masses étaient reconnaissantes, voyaient leur niveau de vie s'améliorer et avaient peu de sujets de mécontentement.

Des "Cent Fleurs" au "bond en avant"

En 1955, la nécessité d'industrialiser le pays et d'élever la productivité de l'agriculture amena le parti à se lancer dans la collectivisation de l'agriculture ainsi que dans une politique d'investissements élevés dans l'industrie lourde, avec comme corollaire une baisse certaine du niveau de vie. Le dialogue parti-peuple se fit plus tendu, le mode de gouvernement plus autoritaire. Par suite, en 1957, au cours de la période des « Cent fleurs », Mao-Tsé-Toung lui-même pensa qu'il était nécessaire de rétablir une certaine harmonie entre les masses et le parti, d'ouvrir en quelque sorte une soupape de sûreté au mécontentement populaire. Les conséquences de ces concessions dépassèrent largement les objectifs qui leur étaient assignés. La critique se fit révolte et le parti, effrayé, passa à une politique beaucoup plus dure, celle du « grand bond en avant », celle des communes rurales qui, sous une forme partiellement militarisée, essaya de pousser en avant l'accumulation du capital et l'industrialisation.

Henri LONGEOT :

DES CHOIX FONDAMENTAUX

LES choix fondamentaux que devra faire le Parti dans son premier Congrès national sont de deux ordres, celui des objectifs et celui des moyens.

I — LES OBJECTIFS :

Le problème de la succession du pouvoir est aujourd'hui ouvertement posé; l'analyse faite par Serge Mallet dans le numéro de *France-Observateur* du 23 février a justement insisté sur l'opposition entre les secteurs les plus archaïques de l'économie française qui souhaitent le retour au régime parlementaire classique et les secteurs néo-capitalistes les plus dynamiques qui inclinent au contraire vers un régime de type présidentiel.

Devant cette situation, quelle est l'attitude des forces de gauche, des organisations ouvrières ?

Les communistes se prononcent pour une rénovation de la démocratie qui constitue en fait un retour pur et simple à la IV^e République et au régime parlementaire : ils rêvent d'un retour impossible à 1945 et recherchent en fait l'alliance des couches et des secteurs les plus archaïques.

Dans la gauche non communiste, au contraire, un courant se prononce pour un régime de type présidentiel. Les articles récents de Charles Hernu et de Georges Suffert, comme le texte et les amendements qu'ils proposent pour le Congrès national paraissent aller dans ce sens en proposant au Parti comme premiers objectifs la recherche de « mécanismes » constitutionnels plus efficaces et la poursuite de l'expansion économique maximale pour amener davantage de justice sociale sans mettre en cause les structures fondamentales du système capitaliste lui-même.

Le projet de résolution du C.P.N., même s'il est imparfait et s'il doit être précisé et amélioré, offre au contraire une orientation toute différente : il repousse à la fois la formule communiste de « front avec les forces nationales contre les monopoles », c'est-à-dire en fait l'alliance avec les secteurs archaïques du capitalisme, mais aussi la formule « gaulliste de gauche » de compromis avec le néo-capitalisme et propose comme perspective l'établissement d'un régime socialiste, assurant un contrôle de l'économie par la prise de responsabilité de la gestion à tous les échelons de la vie économique par les représentants des éléments productifs de la population et en premier lieu de la classe ouvrière et de la classe paysanne. Le Congrès devra choisir clairement entre cette orientation et celle qui est proposée par Charles Hernu et ses camarades.

Si, comme je le souhaite, le Congrès se prononce sans ambiguïté pour une alternative socialiste, il ne pourra évidemment pas matériellement élaborer le programme correspondant à cette orientation. Cette élaboration doit être un des objectifs essentiels de tout le parti dans les mois qui viennent, en liaison avec nos campagnes d'action pour des revendications immédiates.

Un dialogue constant

Surtout le travail d'élaboration et de discussion du programme doit se faire dans un dialogue constant avec les syndicalistes, les militants du mouvement paysan, des organisations de jeunes, des mouvements sociaux. C'est un des moyens essentiels qui doit permettre le regroupement des forces susceptibles de transformer la société française et des couches sociales les plus dynamiques : ouvriers et techniciens, cadres et intellectuels, jeunes agriculteurs, etc. Les organisations syndicales ou sociales qui encadrent ces couches sociales ont pris conscience de leur responsabilité politique à travers la lutte pour la négociation en Algérie. Leur intervention sur le plan politique ne doit pas être détournée de sa voie et servir de caution aux entreprises soit des vieux appareils politiques de la IV^e soit des gaullistes de gauche qui cherchent les uns et les autres à utiliser les syndicats comme force d'appoint dans une opération centre gauche comme on l'a vu avec la déclaration S.F.I.O.-radicaux-U.D.T.-F.E.N.-C.F.T.C.-F.O. du 19 janvier. Là encore, le texte publié la semaine dernière dans *Tribune Socialiste* par Charles Hernu, Georges Suffert et leurs camarades n'est pas exempt d'équivoques.

C'est en élaborant un programme de transformation socialiste avec ces forces, c'est en leur proposant des actions communes qui mettent en relief l'impossibilité de parvenir à l'expan-

sion économique maximale et à la justice sociale sans transformer les structures fondamentales du système capitaliste, que pourra se bâtir la force politique de type nouveau qui est la raison d'être du P.S.U.

II — LES MOYENS :

Le choix des objectifs détermine évidemment celui des moyens ; et d'abord l'orientation de l'effort de recrutement. Il est vrai, comme on l'a dit, qu'il ne suffit pas de parler de « parti ouvert ». Il faut déterminer avec précision les secteurs vers lesquels doit porter notre recrutement et prendre les mesures d'organisation adaptées. Les couches sociales dynamiques dont j'ai parlé plus haut représentent un potentiel considérable qui doit constituer la base fondamentale de la composition sociale du P.S.U., si nous savons parler le langage attendu et proposer des solutions efficaces.

Ce sera tels responsables d'une amicale de locataires H.L.M. groupant 1.000 ou 2.000 adhérents qui en arriveront à la conclusion qu'il faut créer un service national du logement. Cette démarche est pré-socialiste. Ce sera telle équipe d'éducateurs de responsables de CEMEA, d'Auberges de jeunesse ou de maisons de jeunes qui posera collectivement le problème des moyens de réaliser la réforme de l'enseignement et l'éducation permanente de la jeunesse. Ce sera telle équipe de militants syndicalistes qui prendra contact avec des sociologues, des économistes pour étudier le problème de l'aménagement industriel de leur région et du problème de l'emploi et qui se rendra compte de la nécessité d'un changement fondamental de structures et d'une planification démocratique. Ce sera aussi tel groupe de jeunes agriculteurs qui prendra conscience du caractère dépassé des exploitations de leurs parents, qui rechercheront des structures nouvelles de coopération, d'exploitation en commun et se préoccupent du problème des débouchés et des circuits de distribution.

Tous ceux-là et bien d'autres consacrent tout leur temps, en dehors de leur activité professionnelle, aux problèmes posés dans leur quartier, leur localité, leur entreprise ou leur région. Pourtant, très peu d'entre eux, surtout parmi les jeunes, adhèrent et font confiance aux partis politiques. La seule voie possible pour le développement du P.S.U. consiste à devenir l'expression politique, puis l'organisation politique de ces couches de militants en mouvement...

C'est là, à mon avis, le problème fondamental du Congrès. Serons-nous capables de vaincre les complexes, les méfiances réciproques qui risquent de nous conduire à l'immobilisme ? Serons-nous capables de sortir des méthodes routinières et inadaptées, copiées des vieilles organisations, pour mettre en place les organismes et les initiatives capables de toucher et d'entraîner les forces sociales réelles ?

Je sais que certains camarades craignent toute initiative touchant aux structures et à l'organisation et sont pour le *statu quo*. Ils ironisent sur les termes de « parti nouveau », de « style nouveau »... N'est-ce pas une façon élégante de refuser d'envisager le problème ?

Les points 5 et 6 du projet de résolution du C.P.N. ouvrent quelques perspectives. Il faudrait certes les préciser encore et les compléter par un plan de travail. Mais ce texte n'est pas « lunaire et alambiqué », ni « vague et superficiel » comme le croit le camarade Henri Humbolt. Il comporte au contraire des propositions dont l'adoption est indispensable pour le développement du parti. A partir des expériences réalisées sur la base de ces propositions, il sera possible par la suite d'envisager des modifications de statuts. Car, dans notre parti comme ailleurs, les formules juridiques, les statuts ne sont que le résultat codifié d'une expérience réelle.

Deux remarques :

Avant d'aller plus loin, je voudrais faire deux remarques : Charles Hernu et Georges Suffert, dans leurs articles de *Tribune Socialiste* et de *France-Observateur*, avaient manifesté des préoccupations qui semblaient aller au-delà même du point 6 de la résolution du C.P.N. Ils parlaient de « statuts poussiéreux tirés des statuts S.F.I.O. », et proposaient d'associer davantage les militants syndicalistes aux travaux et à la direction du Parti. Comment se fait-il alors que l'amendement qu'ils proposent avec un groupe de camarades amène à la suppres-

sion du point 6 en ne faisant plus mention que de « programme socialiste moderne » et de « structures modernes » sans aucune proposition concrète ? Les perspectives ouvertes dans leurs articles précédents n'étaient-elles qu'à l'usage externe ? Rejoignent-ils aujourd'hui la position des camarades opposés à toute innovation en matière de méthodes, d'organisation et de structures ?

Autre remarque : il existe, dans quelques fédérations du parti, des tentatives de discrimination, des exclusives qui frappent certains camarades à partir non pas de leurs positions politiques, mais de leur origine antérieure et surtout de leurs convictions philosophiques ou religieuses. Il est nécessaire ici de parler clairement et de ne pas tourner autour du mot : la laïcité est pour le parti un principe fondamental aussi bien pour son programme et son action que pour sa vie intérieure. Le parti tout entier est préoccupé aujourd'hui de rechercher les moyens de lutte contre les lois anti-laïques et, de ce point de vue, le projet de résolution du C.P.N. doit être, de l'avis de tous, considérablement amélioré : il est indispensable que soient proposées les initiatives capables d'entraîner de larges masses dans la défense de l'école publique, en particulier en attachant le plus grand prix à l'action des conseils de parents d'élèves et en associant plus largement les syndicats, les partis à l'action laïque, en la liant à des campagnes pour la démocratisation et la réforme de l'enseignement.

Cette conception de la laïcité n'a rien à voir avec les exclusives dont usent quelques camarades et qui ne peuvent aboutir qu'à fermer le parti et freiner son développement. Une telle attitude contredit la laïcité elle-même ; car la laïcité n'est pas une neutralité vide, mais a pour contenu positif les valeurs communes qui sont nécessaires à la libre confrontation : contre tout dogmatisme, la confiance en l'esprit critique ; contre toutes les formes d'inquisition et de mépris de l'homme, le respect de la personne humaine ; contre tout totalitarisme et tout cléricisme, la libération de l'homme.

Une décentralisation de la « présence » et de l'action

Ces deux remarques faites, je voudrais dire dans quel sens il pourrait être utile de préciser le point 6 de la résolution. Il s'agit dans le cadre fixé par les statuts, les sections, les fédérations, le C.P.N., de donner un contenu plus riche aux différents échelons et de les ouvrir sur l'extérieur.

Une décentralisation de la « présence » et de l'action est indispensable. Les sections nombreuses connaissent toutes une participation proportionnellement plus faible. Mais celles qui ont adopté la formule des groupes de quartiers ou d'entreprises ont réussi à remédier à ce défaut et à permettre une participation du plus grand nombre à l'activité du parti. Une réunion plus restreinte est plus efficace qu'une grande assemblée où les leaders discutent devant des adhérents muets. Ces groupes permettent de mieux s'ouvrir aux organisations extérieures d'y travailler et de créer le climat de confrontation et d'entente qui rend possible la coordination des efforts. Des sections composées de tels groupes et de militants responsables des organisations syndicales, sociales, familiales, culturelles sont pour le parti la garantie de la liaison avec les masses au lieu d'être des « clubs de discussion » enfermés dans le verbalisme ou des « Comités électoraux » qui se réunissent une fois l'an en dehors des périodes électorales.

Sur le plan départemental, le travail doit être conduit avec le même esprit. La priorité doit être donnée à l'examen des problèmes économiques et sociaux du département à partir de discussions avec les camarades qui exercent des responsabilités dans les différents secteurs et aussi avec les syndicalistes, militants d'organisations diverses qui, sans être membres du parti, partagent ses préoccupations. Des commissions peuvent ainsi, sous le contrôle de la C.E. fédérale préparer des journées d'études, des colloques sur les problèmes de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Santé publique, de l'aménagement du territoire, de l'emploi, de la réforme et de la démocratisation de l'enseignement, de l'éducation et des loisirs des jeunes et aussi des assemblées de militants des diffé-

rents secteurs professionnels. La formation des militants, l'étude du programme de transformation socialiste, la confrontation avec les groupes sociaux divers passent par ce genre de journées d'études et de colloques à l'exemple de ce qui s'est fait pour l'Algérie à Royaumont, à Aix et à Grenoble. Le P.S.U. est mieux placé que quiconque pour prendre de telles initiatives. C'est ainsi que peut être enraciné dans le pays, grâce aux contacts et à l'action commune, un véritable Front pour la transformation socialiste de la France.

Dans cette perspective, dans le cadre de cette dialectique entre la construction du programme et le développement des expériences et des actions concrètes, le C.P.N. et le Bureau national doivent être mieux armés pour répondre aux besoins du parti avec l'aide des commissions spécialisées. Des journées nationales d'études, des colloques et des rencontres nationales contribueraient d'une manière décisive à l'élaboration du programme et à la confrontation avec les militants responsables des autres organisations. Le Congrès devrait compléter le point 6 en mandant le C.P.N. pour organiser dans l'année à venir de telles assemblées sur les problèmes de l'école (réforme et démocratisation de l'enseignement, défense de la laïcité), des journées d'études intéressant les secteurs nationalisés, les branches industrielles essentielles, le secteur de l'agriculture, le secteur de l'habitat, celui de l'éducation de la jeunesse. De telles assemblées permettraient de mettre au point et de lancer de grandes campagnes d'action portant particulièrement sur les points faibles du système capitaliste : la stabilité de l'emploi et la durée du travail, la distribution et le logement.

Une « organisation scientifique » du Parti

Pour réaliser tout cela, il faut des moyens matériels et, comme le dit la résolution du C.P.N., « un budget conçu de manière à permettre ce travail ». Des camarades s'inquiètent de telles propositions et redoutent l'installation d'une bureaucratie, d'une « hiérarchie parallèle » et du danger que constituent les dirigeants politiques « permanents ». Cette réaction est compréhensible chez ceux qui ont souffert de la bureaucratie et du poids de l'appareil permanent au P.C.F. et à la S.F.I.O. ; il faut en tenir compte et être vigilant et prudent, mais est-ce le danger qui menace à l'heure actuelle le P.S.U. ?

De toute évidence, la principale faiblesse du travail du parti dans sa première année d'existence est liée à l'insuffisance de son organisation et de son appareil, réduit en fait à un seul camarade dirigeant qui puisse consacrer tout son temps au parti. Il existe un décalage considérable entre l'influence du parti et son état d'organisation, ses réalisations, ses initiatives concrètes. Cette situation ne pourrait pas se prolonger sans un danger extrême de sclérose : les couches sociales qui tournent les yeux vers le P.S.U. n'attendent pas indéfiniment, si nous ne savons pas créer avec elles les liens d'organisation, de contact, et d'action. Pour cela, il faut qu'un nombre plus important de camarades, et pas seulement des camarades ayant des professions qui leur laissent davantage de temps libre, puisse consacrer le maximum de temps au travail du parti.

Va-t-on, à une époque où l'organisation scientifique du travail et la division des tâches sont la loi commune, garder des méthodes artisanales et archaïques, vivre au jour le jour en expédiant les affaires courantes, sans avoir le temps nécessaire aux projets d'avenir ou bien va-t-on tirer des conséquences logiques de notre orientation socialiste, de notre volonté planificatrice et prendre les mesures nécessaires pour que notre parti soit organisé, efficace et agissant dans les structures économiques et sociales réelles ?

Nous devons montrer qu'on peut être à la fois efficace et démocrate, et qu'on peut organiser des activités rationnelles sans tomber dans la bureaucratie.

Le problème que nous voulons résoudre : faire une démocratie socialiste ou un socialisme démocratique, commençons donc à la résoudre dans notre propre parti. Notre premier Congrès aura dans ce domaine une importance décisive.

Georges SERVENT :

Choisir entre le passé et l'avenir

NOTRE Parti fait parfois penser à un enfant qui aurait gardé, quelque temps après sa naissance, l'aspect déconcertant d'un petit vieillard.

L'opinion informée reconnaît notre jeunesse. Elle n'ignore pas notre volonté de sortir des sentiers battus et qui plus est, nous considère à juste raison comme un « inédit » de la vie politique française.

Vue de l'extérieur, notre réputation est parfaitement fondée surtout lorsque l'on songe que le P.S.U. a su montrer depuis qu'il existe qu'elle était la plus dynamique, la plus imaginative des organisations de gauche. Mais cette démonstration de vitalité révèle beaucoup plus un « tempérament » qu'une constitution jeune et robuste. Il semble, en effet, que celle-ci ne soit pas à la taille de celui-là, un peu comme si le corps beaucoup plus vieux et usé que l'esprit se heurtait à l'impossibilité organique d'accomplir sa tâche.

DES STRUCTURES D'EMPRUNT
On a beaucoup utilisé l'adjectif « nouveau » depuis la fusion. Que recouvre-t-il exactement ? Une intention sincère de brûler les étapes, de faire éclater les cadres dans lesquels étouffe le socialisme — mais qu'y a-t-il de si nouveau à l'intérieur du Parti ? Un peu plus d'air pur, le respect intransigent de la démocratie, j'en rends volontiers justice.

Cependant, nous n'avons fait là qu'ouvrir largement les fenêtres d'une maison où, de la cave aux combles, rien n'a pratiquement changé. On y respire mieux mais on y vit encore selon les goûts et les habitudes de ceux avec qui nous avons refusé de la partager. Cela signifie, en clair, que la tendance générale est au renouveau, que l'on a le sentiment (encore confus) de l'avenir mais que l'on n'a pas pris les moyens d'aller de l'avant.

Les structures du Parti ont été empruntées aux formations traditionnelles; celles-là mêmes que nos discours renvoient au royaume des ombres. Elles en ont l'exigüité, la rigidité et le cloisonnement. Elles restent fermées à cette foule d'inorganisés qui nous observent avec curiosité et s'interrogent; que nous avons la prétention d'accueillir mais qui piétinent sur le seuil parce qu'ils n'osent encore le franchir par crainte des vieilles routines. Nos sections vivent sur elles-mêmes. Elles possèdent de fortes personnalités qui ont une influence réelle mais qui ne réussissent pas à ouvrir la voie qui devrait permettre de relier le Parti à ces groupes solidement implantés dans la cité.

Si bien que nous risquons d'apparaître comme les membres d'un « parti de plus » qui aurait usurpé son qualificatif de « nouveau » et qui s'enfermerait dans ses refus, dans ses rancunes et dans ses préjugés.

DES REFLEXES CONDITIONNES
Car, certains militants n'échappent pas à leur passé, quel qu'il ait été. Au travers de leurs réactions, on reconnaît « l'école » qu'il n'est pas question de rejeter en bloc puisqu'il faut bien en accepter partiellement les leçons. C'est moins aux données acquises qu'il convient de s'en prendre qu'aux habitudes, qu'aux tics de la pensée qui attestent chez quelques rares camarades le caractère purement circonstanciel de leur « nouvelle » option politique. Je ne citerai pas les tendances qui répondent le mieux à cette description. Je pense que toutes les tendances du Parti doivent sur ce point reconnaître leurs déformations et faire clairement le choix entre la nostalgie d'un certain passé et l'avenir du socialisme sans chercher à fabriquer je ne sais quel fictif et monstrueux mélange des deux.

N'avons-nous pas, en effet, constaté, à l'occasion des différents problèmes posés par l'actualité, combien était déroute, dans les débats, cette succession de poussées et de retenues qui ont fait se déplacer, de façon tout à fait inattendue, la ligne de partage des opinions ?

Cette mobilité des échanges est heureuse me dira-t-on ? Je n'en suis pas très sûr car elle me paraît refléter une indécision fondamentale qui, si elle se prolongeait, ferait du Parti une sorte de groupuscule hybride, tiraillé par des influences contraires, voué à la médiocrité et à la confusion.

LE CONGRES : UN DEPART

Notre congrès doit définitivement liquider les séquelles du passé. Les rapports déposés par le Bureau National et les projets de motion d'orientation qui tracent à grands traits le schéma d'un programme et précisent les conditions d'une ouverture nécessaire sur les organisations représentatives des secteurs de masse, contribuent à coup sûr à dégager le Parti de ses antécédents. L'essentiel n'est plus de prévoir notre place dans l'éventail politique actuel; il n'est plus de supputer nos chances électorales dans le cadre de ce régime ou de ceux qui l'ont précédé, même améliorés et savamment replâtrés. L'essentiel, c'est de prendre la tête du combat pour la démocratie totale, conforme aux réalités du monde moderne, assurant aux travailleurs, le rôle responsable qui leur revient de droit dans l'économie; c'est, sur le plan institutionnel concilier la représentation populaire et la planification économique à tous les étages de la vie publique; c'est d'achever la décolonisation dans un esprit de complète égalité; c'est de construire avec les jeunes, la société dont ils auront la charge.

Tout cela ne serait qu'un vœu pieux si nous ne nous donnions pas les moyens de réussir, si nous ne faisons pas notre Parti à l'image de ce que nous entendons bâtir, si nous restions écartelés entre hier et demain.

Si nous refusons cette révolution intérieure nous serions une déception de plus, déception peut-être fatale au socialisme dans notre pays.

Robert ROMEU :

Pour un redressement

NOUS le disons tout net : nous ne sommes pas d'accord.

Ni sur l'attitude du Bureau national lors d'une récente affaire d'indiscipline caractérisée, ni sur les textes qui nous sont soumis en vue du Congrès.

Sur le premier point, nous déclarons que si le parti n'est pas une « secte », il n'est pas davantage une « Amicale », ou alors, nous n'y serons plus.

Sur le second, nous dénonçons — après d'autres —, les formules trop usées et dépourvues de valeur mobilisatrice, la phraséologie imprécise et parfois étouffante, des lacunes, un manque évident de vie, de nerf, et de courage. Bref, ces textes ont une tare, ils sont « vieux ».

Les deux points sont liés. Le manque de fermeté du Bureau et la faiblesse des textes ne sont que des manifestations différentes d'un même état d'esprit qui, si nous n'y prenons garde, nous conduit tout droit vers un socialisme confortable et disqualifié dont nul ne veut dans ce Parti.

Un sérieux redressement s'impose donc, et nous estimons que le moyen le plus sûr d'y voir clair est de s'en tenir à des positions essentielles que nous devons ou réviser, ou approfondir ou susciter, avec une conscience de militant :

— En premier lieu, nous voulons que l'on pratique dans le Parti la démocratie interne, en appliquant correctement les Statuts. Cette exigence n'est pas mineure, elle met en cause les principes mêmes que nous voulons faire triompher. De plus, chaque acte a une valeur de précédent.

— Ceci posé, nous voulons que le

Parti se définisse sans équivoque en affirmant son caractère révolutionnaire, par ses méthodes plus que par ses objectifs ; car c'est dans le « comment » que nous nous séparons de la social-démocratie réformiste. C'est pourquoi, le Front Socialiste, instrument destiné à imposer le programme de transition jusqu'au « point de non retour », doit être délimité dans son principe. Il faut y inclure en particulier qu'« aucune considération tactique ne saurait impliquer la défense de couches sociales dont les intérêts sont en contradiction avec ceux des travailleurs » (1).

— Nous voulons qu'on aborde avec courage et honnêteté le difficile problème des heures supplémentaires, facteur important de la condition ouvrière. Or, la résolution se contente de cette formule admirable : « Réduction effective de la durée de la semaine de travail ». Est-il sérieux, actuellement, en période de plein emploi relatif, de s'en tirer par une pirouette ?

— Nous ne pouvons accepter que le problème de la laïcité soit expédié en deux lignes, et la Réforme de l'enseignement en deux autres. Nous voulons que l'option laïque soit proposée comme une option fondamentale du Parti. Nous voulons qu'il soit précisé que la réforme de l'enseignement est aussi décisive, pour le devenir du Parti, que la nationalisation des postes-clés de production.

— Nous déplorons l'absence de condamnation du municipalisme, de l'électoratisme, sources de compromissions et de reniements. Cela va sans dire, peut-être ? Cela va mieux en le disant.

— Dans le programme de transition, nous voulons que l'on précise d'une

Alain GEISMAR :

• Le rôle des Jeunes et des Étudiants

• Le militantisme et la discipline

DES sa création, le P.S.U. a proclamé par ses affiches et ses meetings, qu'il entendait être un parti jeune, un parti de jeunes qui saurait répondre à un certain nombre de questions que se posaient les jeunes et saurait offrir à leur besoin de s'exprimer et à un dégoût des partis traditionnels une réponse susceptible de recueillir leurs suffrages.

Il est exact que bon nombre d'étudiants militent activement au P.S.U. et qu'un nombre encore plus important se tourne vers lui et suivent de près son démarrage.

Il est non moins exact que les jeunes non étudiants (les moins de 25 ans) sont proportionnellement très peu nombreux, sauf peut-être, dans la région parisienne.

La conception du militantisme jeune et étudiant doit tenir compte de deux impératifs fondamentaux :

— **Impératif de formation** : Il est primordial que, devant la dépolitisation du pays, la gauche forge des militants actifs prêts à prendre la relève et rompus avec les méthodes de pensée et la dialectique réflexion-action qui caractérisent le socialisme et à cela, seule l'action militante au sein du parti et le contact constant et à tous les niveaux avec les militants peut apporter une solution.

— **Impératif d'action** : Le milieu jeune, le milieu étudiant en particulier est réceptif et attend de nous de l'action. Nos militants doivent répondre à ce besoin de la jeunesse et le canaliser dans l'intérêt du parti dans le sens de l'orientation du parti mais aussi en relation étroite avec le milieu dans lequel, ils évoluent.

Ces impératifs imposent au mouvement étudiant du Parti :

1° - Une structure intégrée à tous les niveaux aux organismes du Parti.

2° - Une possibilité de coordination et d'action autonome dans ce cadre. L'interaction doit être constante,

pour prévenir ceux dangers :

— L'enlèvement des étudiants dans l'appareil et la non intervention dans leur milieu, d'où la nécessité de sections étudiantes et d'un secrétariat national de coordination.

— La coupure des étudiants par rapport au Parti, un isolement des « intellectuels » et des risques certains d'un gauchisme de salon au service de tendances intérieures dont l'expérience d'autres partis français et étrangers (M.R.P., Nenniens) par exemple, doit être présente à notre esprit.

Pour les jeunes, le problème structurel est différent, car il est délicat d'amener des camarades trop jeunes et par là même insuffisamment mûrs à être membres du parti; leur choix risque de n'être pas suffisamment réfléchi et peut amener des déboires et une organisation parallèle répercutant les mots d'ordre du parti et amenant par la discussion la jeunesse au socialisme est beaucoup plus souhaitable.

— Le problème de l'intégration des mouvements « Jeunes » et « Étudiants », étant donné l'actuel rapport numérique, ne semble pas présenter actuellement suffisamment d'avantages devant les risques d'absorption des uns par les autres. Une telle union ne peut se forger que dans l'action commune et l'exemple Nennien le montre : c'est de la lutte quotidienne du jeune ouvrier au côté de l'étudiant (grève, manifestation), que peut surgir une telle possibilité. Actuellement, le niveau des luttes est différent et les problèmes sont souvent abordés différemment et une réunion arbitraire de ces mouvements risquerait de créer des tensions internes et des querelles qui affaibliraient la lutte et l'unité.

Il ne s'agit pas de définir théoriquement et définitivement des structures et c'est en fonction de la situation actuelle et des problèmes actuels que

le Congrès devra se déterminer.

J'ose espérer que ce problème sera abordé avec le sérieux nécessaire par le Congrès et non à la sauvette et en l'absence de la moitié des camarades comme au dernier C.P.N., C'est de l'avenir proche du parti que l'on discutera à ce moment là.

J'espère aussi que, si les étudiants sont en majorité d'accord avec une structure intégrée comme l'a montré la dernière C.N.E., tous les camarades comprendront qu'ils ne peuvent l'accepter que dans la mesure où tout le monde accepte cette soumission aux décisions démocratiquement prises par les organismes délibératifs du parti et où personne ne s'amuse à engager le Parti en tant que tel en usant d'un titre ou d'une responsabilité nationale dans une voie sur laquelle le Parti ne s'est pas prononcé.

Nous avons une haute conception de la démocratie et du respect de la démocratie interne, pour beaucoup d'entre nous et pour beaucoup de nos sympathisants, là réside l'un des mérites du P.S.U. Si, du fait de certains camarades, cette unité était mise en cause sans que des sanctions graves interviennent, il est sûr que l'action militante de beaucoup d'entre nous serait gravement compromise.

Les jeunes et les étudiants entendent travailler au sein du parti pour le socialisme, ils n'entendent pas servir uniquement de masse de manœuvre à ceux qui passent pour être des « personnalités de gauche » et il ne faut pas croire, sous peine de risquer de graves échecs dans leur direction, qu'ils s'estiment satisfaits parce que le « problème des jeunes » à savoir l'insoumission, a été discuté pendant 3 mois dans le Parti pour finalement aboutir à une motion négre-blanc, sans portée pratique dans un sens ni dans l'autre. Puissions-nous espérer que cet appel ne tombe pas dans le vide.

du Parti

part quel type de nationalisation on veut réaliser, d'autre part quels principes et quelles méthodes guideront le Parti dans leur utilisation.

Nous ne saurions donner notre aval à des nationalisations du type Renault, Air France, E.D.F., qui sont, en fait, des puissances économiques intégrées dans le système capitaliste et alliées avec lui.

Nous ne pouvons admettre non plus qu'on passe sous silence les obstacles, les résistances, les difficultés qui surgiront dans la réalisation de cette phase. Le Parti devra briser les-unes, surmonter les autres ; il doit s'engager à s'en fournir les moyens.

En somme, il faut que chaque militant prenne conscience du fond des problèmes, qu'il sache où il va. Il doit savoir ce qu'il attend du Parti et ce que le Parti attend de lui.

Tels sont les quelques points essentiels qui constituent, à notre avis, la pierre de touche de notre capacité révolutionnaire et socialiste.

De nombreux jeunes sont venus à nous parce qu'ils ont cru en nous. Plus nombreux sont ceux qui nous regardent avec sympathie et nous prennent pour guide. D'autres, moins jeunes, intéressés mais instruits par l'expérience, demeurent encore sur la réserve. Demain, ils seront des nôtres si nous restons nous-mêmes. Nos militants souhaitent des positions franches, nettes, courageuses.

Les décevoir signifierait notre déchéance.

Robert ROMEU.

(1) Cf. Charte d'Unité, d'avril 1960.

Jean GUICHARD :

LE VRAI DÉBAT SUR LA LAICITÉ

AINSI, un camarade a interprété mon article sur la laïcité paru dans T.S. du 18 février, comme une acceptation implicite des lois Debré. Et ce camarade est Karila, avec qui nous avons travaillé pendant un an à la direction fédérale du Rhône sans avoir jamais aucun désaccord sur le problème de la laïcité. Karila SAIT que ce qu'il sous-entend n'est pas vrai. Il a le droit de ne pas être d'accord avec ce que j'ai écrit, mais il vaudrait mieux, pour critiquer la politique d'un camarade, employer d'autres moyens. Ces pratiques ne devraient pas exister dans le P.S.U.

Mais, pour en venir au fond — sur lequel l'article de Karila est entièrement muet — je dois donc d'abord répéter pour les lecteurs en l'esprit de qui Karila a voulu jeter un doute sur la sincérité de mon accord avec les principes et les positions laïques du Parti, que je suis hostile aux lois Debré, comme je l'étais aux lois Marie-Barangé, comme je le suis au statut de l'aumônerie ; j'ai peut-être plus de raisons que Karila ne peut l'imaginer, de ne pas « accepter passivement l'offensive du cléricisme », et je ne suis donc nullement un « opposant » au programme laïque du Parti.

Ce que j'ai voulu dire, c'est que l'on ne pouvait pas aujourd'hui se contenter dans le Parti de cette laïcité du « perroquet » qui se borne à répéter ce qui est acquis plutôt que de chercher à avancer. L'accord est fait unanimement dans le Parti sur la lutte engagée contre les lois antilaïques ; nous pensons tous que rien de bon ne peut être fait sur la base de ces

lois, et qu'il faut donc les abroger. Mais ce n'est là, à mon sens, qu'un point de départ, la base d'un programme laïque du Parti, et non pas LE programme laïque du Parti.

Car s'il est vrai qu'il y a une offensive cléricale contre l'école publique et qu'il faut la vaincre, il faut voir aussi que la défense de la laïcité en 1961 ne se borne pas à cela. Contrairement à ce qu'affirme Karila, je m'intéresse prodigieusement à « l'école bourgeoise » actuelle et à ses problèmes, d'une part professionnellement, d'autre part parce que c'est un domaine-clé de notre action socialiste, et parce qu'elle est l'objet d'une lutte entre les forces réactionnaires qui veulent l'asservir à leurs intérêts et les forces socialistes qui veulent en faire un instrument de libération des travailleurs ; l'école est d'en d'autres termes un des points où se mène une lutte de classes acharnée. Et ce conditionnement de l'école 1961 c'est donc bien sûr les lois Debré, mais replacées dans cet ensemble dont Karila ne parle même pas, de la lutte des classes et du rapport des forces politiques en France en 1961. Un militant qui croit que la lutte des classes est « dépassée » (j'ignore d'ailleurs si c'est le cas de Karila, mais son article pourrait le laisser penser) ne peut évidemment pas voir cet ensemble et il se contente de « répéter » mécaniquement le programme « minimum » du Parti.

Des exemples ? — Nul n'ignore que l'école laïque française est dans une situation parfois catastrophique, et que cela pose des problèmes de réfor-

me, de démocratisation, de « revalorisation » du contenu de l'enseignement. Je ne vois rien de tout cela dans les « propositions » de Fallas, et je trouve dommage par exemple que le Parti ne parle pas plus de la lutte engagée par les enseignants pour leur reclassement, mais aussi pour donner au pays une Université digne de ce nom. Appuyer parmi les parents une campagne de soutien de ce mouvement, en expliquant sa signification politique d'ensemble, ne serait pas négligeable pour amener les travailleurs à se battre pour que l'école devienne leur école.

Par ailleurs, on sait qu'il y a actuellement des projets de réforme de l'enseignement technique, où l'on parle beaucoup des relations Université-Industrie. Ces projets peuvent totalement bouleverser les structures de notre école ; ils devraient être aujourd'hui une préoccupation fondamentale du Parti dans ce domaine ; il faudrait que tous nos militants (syndicalistes d'abord, car ils auront à affronter directement ce problème) soient éclairés par un travail collectif du Parti. Cela aussi touche la défense de la laïcité, qui est certes, hostile à toute emprise sur l'école du cléricisme, mais aussi des intérêts capitalistes. Si le Parti ne dit rien là-dessus, qui fera avancer le problème ?

— Enfin, il y aurait aussi tout le problème d'une organisation laïque de la jeunesse. Dans beaucoup de communes, les jeunes n'ont le choix qu'entre une organisation de jeunesse confessionnelle, où ils peuvent avoir des raisons de ne pas aller, et rien. Or, il existe par exemple des Fédérations des Œuvres Laïques qui organisent de multiples activités de jeunesse, sportives, culturelles, etc. Dans certains domaines, il y aurait besoin de plus de cadres et d'animateurs. Peut-être y aurait-il là un secteur d'activité de masse parmi les jeunes dont le Parti devrait se préoccuper, non pas pour le noyauter politiquement, mais pour l'animer, car la défense de la laïcité n'est pas seulement une bataille épisodique au sommet, elle est une bataille permanente à la base pour promouvoir un esprit laïque, et faire que tous ces problèmes soient pris en charge par les travailleurs eux-mêmes, seuls garants que la laïcité sera sauvée et développée.

En bref, voici quelques exemples (qui ne prétendent nullement recouvrir la totalité du problème) pour préciser ce que j'entendais par « conditionnement actuel de l'école et de la laïcité ». Le vrai débat dans le Parti n'est donc pas entre ceux qui sont contre et ceux qui seraient pour les lois Debré, comme le dit Karila : sur ce point il n'y a plus de débat entre nous.

Le vrai débat est entre ceux qui veulent en rester à un programme minimum qui est celui du C.N.A.L. (1) : abrogation des lois antilaïques, et ceux qui veulent replacer, à partir de la base minimum du C.N.A.L., le problème de la laïcité dans l'ensemble de notre lutte pour le socialisme.

Quant à moi je suis persuadé que le Parti doit poursuivre vigoureusement son action au sein du C.N.A.L., mais qu'il ne peut en rester là, et qu'il a sa lutte propre à mener sur ce terrain, — de même qu'il ne saurait limiter son action sur le problème algérien au programme minimum de compromis d'un Comité ou d'un Cartel pour la négociation. Sinon il n'y a plus de Parti : il y a un agglomérat de « personnalités » exprimant le point de vue d'un Cartel ou d'un autre, d'une organisation extérieure ou d'une autre, sans base politique commune, sans perspectives idéologiques communes, sans idéal commun, sans discipline consentie. Autant dire que cela nous mène tout droit à un nouveau parti radical : c'est peut-être ce que veulent certains ; c'est autre chose que nous avons voulu faire en fondant le P.S.U.

(1) Encore que le C.N.A.L. — qui est, n'en déplaise à Fallas, une base de « compromis » avec une S.F.I.O. qui appuie le régime qui a conçu les lois Debré —, ait été plus loin que la demande d'abrogation, en proposant une « nationalisation » de l'enseignement, que Fallas et Karila ne semblent même pas juger digne d'être discutée.

Lucien WEITZ :

PAS D'UNANIMITÉ A TOUT PRIX

L'UNITE d'un parti démocratique ne suppose pas que ses membres pensent unanimement. Il apparaît même que dans la situation actuelle du P.S.U., l'unanimité globale ne pourrait être réalisée que sur la base de compromis dangereux pour son avenir idéologique et militant.

Par contre il serait malsain de rechercher le clivage des courants de pensée sur une question — la laïcité — que le Parti a résolu déjà, dans les principes et l'action, au cours de sa première année d'existence. En effet, dans ce domaine, comme dans d'autres, la Charte et les Éléments de Programme, votés au Congrès d'unification peuvent et doivent rester la loi du Parti. Fallas et les co-signataires de son projet d'amendement n'y ajoutent rien, sauf des ferments de polémique ; et, de son côté, Jean Guichard (T.S. 18-2-61), participe à ce jeu de diversion en estompant le présent au profit de l'avenir quand il rappelle que les socialistes auront pour tâche de détacher l'enseignement de l'idéologie capitaliste. Or, avant d'aborder une telle tâche, qu'il conviendrait certainement d'inclure dans le programme de transition, il faut se débarrasser de toutes les mesures réactionnaires qui ont mutilé la laïcité traditionnelle. Parmi les actions prioritaires doit donc s'inscrire la réalisation du programme du C.N.A.L. C'est sans doute cela qu'on entend par « la relance de la lutte pour la laïcité » dont il est question au point 12. Il serait simple et sage de le dire explicitement. On affirmerait de cette manière la fidélité du Parti à ses premiers engagements et on éviterait de braquer les lumières sur ce qui est clair déjà, au détriment de ce qui est essentiel et reste encore beaucoup trop dans l'obscurité et la confusion.

Si les adhérents et les cadres du parti ne font pas l'effort de clarification indispensable, les militants qui se sont mobilisés depuis des années pour lutter contre la guerre d'Algérie se trouveront désemparés quand celle-ci prendra fin. Elle prendra fin, parce que la lutte du F.L.N. a rendu illusoire toute solution militaire et parce que le capitalisme français pourra enfin surmonter les contradictions qui l'empêchaient d'arrêter un conflit qui, en se poursuivant, devenait contraire à ses propres intérêts.

Les militants commencent, en effet, à se poser, certains même avec angoisse, cette question : quelle sera alors la raison d'être du Parti ?

Cette raison d'être, il faut la puiser dans une analyse sérieuse de l'évolution du capitalisme, pas seulement à l'échelle française mais à l'échelle mondiale.

Il paraît, selon certains, que parler du déclin du capitalisme, c'est teinter d'optimisme les perspectives du socialisme. Il paraît que le capitalisme résolu favorablement le problème de la décolonisation. Il paraît aussi que le niveau d'expansion économique, l'équilibre de la balance des comptes, la situation financière saine de la France rendent inactuelles, utopiques toutes les propositions qui tendent à mobiliser l'avant-garde ouvrière sur un programme de transition et une forme nouvelle de pouvoir destinés à franchir l'étape entre le capitalisme et le socialisme.

Depreux dit, dans son rapport d'orientation, « qu'il serait hostile à des expériences de participation qui ne permettraient pas de peser d'un poids décisif » ; il explique aussi pourquoi les expériences semblables au Front Populaire de 1936 et au quadri et tripartisme d'après la Libération ne peuvent plus être envisagées dans le contexte politique actuel.

Les camarades qui pourfendent « l'optimisme » ne vont pas jusqu'à affirmer explicitement qu'ils sont au contraire partisans de ces formules. Je souhaite, pour la clarté, qu'ils le disent ; sont-ils partisans de s'aligner sur les perspectives de replâtrage du régime de démocratie bourgeoise que rumine la S.F.I.O. ; ou bien estiment-ils sérieuses et responsables les conceptions paradisiaques exposées dans France-Nouvelle par Garaudy ? (2 nov. 1960).

Il est paraît-il irréaliste de convaincre la classe ouvrière du déclin du capitalisme. On comprend qu'il faille alors construire un Parti largement ouvert à tous, dont la structure, sans doute, l'apparenterait à la fois aux syndicats et à un club où pourraient se débrider les intelligences techniques qui, dans le « socialisme moderne », ont la mission d'assurer la relève de la conscience de classe du salariat aujourd'hui décomposée.

Est-ce une caricature ? J'aimerais qu'on s'en explique alors. Le Comité National Politique, en proposant une résolution insuffisamment précise n'a pas permis avant le Congrès une décantation réelle et il faut pourtant que le Congrès procède à cette décantation.

Une des erreurs de ce projet consiste à ne pas avoir fondé l'analyse de la situation présente du capitalisme sur la réalité internationale. Le capitalisme et l'impérialisme sont un phénomène mondial. Personne au P.S.U. ne veut reprendre à son compte la théorie du « socialisme en un seul pays ». La « prospérité » de l'Occident dont le corollaire politique est la dégénérescence généralisée du mouvement socialiste traditionnel, son intégration dans le système capitaliste, prouve-t-elle que le capitalisme historiquement n'est pas en déclin. Les solutions apportées à la décolonisation ne sont-elles pas que des colmatages destinés à élever un écran de brouillard masquant la réalité du problème du tiers-monde, que le capitalisme, à cause de structures congénitales, sera incapable de résoudre.

La chute de la « monarchie » gauloise ne se produira certes pas par miracle. L'étape transitoire qui doit précéder et annoncer le socialisme ne succèdera pas au régime actuel sans une action préparatoire qui suppose une mobilisation populaire sur des revendications immédiates et une politique hardie d'unité d'action avec le P.C., la S.F.I.O. et les forces syndicales que la résolution du C.P.N. n'a pas défini avec suffisamment de précision et de sens dialectique.

Mais si on ne voit pas que la stabilité du monde occidental est factice, si on ne comprend pas que la lutte de classe ne s'y est estompée que provisoirement et que cette situation basculera sous la pression des nouveaux rapports de forces qui s'établissent dans le monde, alors il est compréhensible qu'on cherche à s'aligner sur cette stabilité et que, sous prétexte de réalisme, on ne propose comme solutions que celles que peuvent concevoir momentanément des masses populaires qui ont perdu le sens du combat.

Est-ce pour cette tâche que s'est constitué le P.S.U. ? Il faut le dire clairement.

Le scandale du C.N.L.

L'affaire du C.N.L. doit, dans une certaine mesure, être ramenée à ses justes proportions. Non pour minimiser les responsabilités ou pour disculper les responsables, mais parce que ce scandale s'inscrit, qu'on le veuille ou non, dans la logique de l'organisation de la construction privée.

Que reproche-t-on aux dirigeants du C.N.L. ? Un austère journal financier le précise : non pas d'avoir réalisé des bénéfices énormes mais de les avoir prélevés par anticipation. Il ne s'agit pas d'une boutade, mais d'une réalité. Si MM. Pouillon, Larrue, Duchet et Cie avaient attendu la fin de l'opération pour utiliser les profits, le problème de trésorerie ne se serait pas posé. Or, c'est précisément la nullité de la trésorerie qui a déclenché le scandale.

LE C.N.L. avait, avant Boulogne, lancé d'autres programmes. Gestion et réalisation furent mises en cause et les plaintes nombreuses.

Les souscripteurs s'adressèrent aux pouvoirs publics, saisirent la Justice. A ce jour, ils n'ont obtenu aucun résultat. S'ils en obtiennent demain, ce sera sans aucun doute à la faveur d'un scandale devenu public.

Car un « bon génie » semblait protéger le C.N.L. et bénir ses entreprises. Les règles de prospect, de non œdificandi, de densité, de limitation d'honoraires techniques et de frais généraux, tous ces principes « ridicules » coupables de gêner les entreprises prestigieuses de l'équipe étaient balayés et les dérogations obtenues avec une facilité déconcertante.

Même lorsqu'il y avait prêt du Crédit Foncier, la législation était transgressée. Les souscripteurs de la Résidence Buffalo pouvaient bien estimer à 125 millions le montant des dépenses non statutaires et non autorisées dilapidées par les promoteurs, leurs doléances n'étaient pas prises en considération. Les fructueuses opérations foncières, les cumuls d'honoraires se multipliaient. Primes et prêts continuaient d'être accordés.

Société anonyme, le C.N.L. était soumis à une législation précise, notamment en matière comptable. Or, la comptabilité du C.N.L. fut rejetée par l'administration fiscale comme « morosive (1) et irrégulière ». Ce fait, pas plus que les précédents, n'amènèrent les pouvoirs publics à réagir. Aujourd'hui, ceux-ci plaident non coupables : ils étaient, paraît-il, dés-

sables ! Cela met en cause l'organisation, la structure des opérations de construction.

C'EST qu'en effet, le souscripteur n'achète pas un appartement : il souscrit des parts et devient associé de la société immobilière constituée pour l'opération. Ces parts lui

QUESTION ÉCRITE du groupe P.S.U. du Conseil Général au Préfet de la Seine

Au moment où le scandale du Comptoir national du logement défraie la chronique, Claude Bourdet, Bleuse et Suant, au nom du groupe P.S.U., regrettent qu'aucune mesure n'ait été prise ces derniers mois par les pouvoirs publics pour réprimer les abus des promoteurs de construction privée, abus qu'avait analysés et déplorés Claude Bourdet, dans son intervention au conseil général le 7 décembre dernier.

Claude Bourdet, Bleuse et Suant, au nom du groupe P.S.U., demandent à M. le préfet de la Seine :

- 1) La liste complète des administrateurs du C.N.L. et des gérants des sociétés immobilières créées dans le cadre de l'opération « Point du jour », depuis l'ouverture de ce chantier jusqu'à maintenant.
- 2) Qui, parmi ces administrateurs et gérants a occupé des fonctions publiques — et lesquelles — dans les cabinets ministériels, au parlement ou dans l'administration depuis 1958.
- 3) Quelles mesures seront prises par les pouvoirs publics pour obtenir le remboursement intégral aux souscripteurs des honoraires perçus par ces administrateurs et gérants, ainsi que pour obtenir la restitution intégrale des sommes anormalement perçues par eux sur les ressources du C.N.L.

4) Quelles poursuites seront intentées contre la société parisienne d'information et de diffusion que préside M. Joël Le Tac si elle ne rembourse pas les 33,5 millions qui lui ont été prêtés par le C.N.L. à des fins apparemment électorales.

5) Dans quelles conditions ont été accordées au projet « Point du jour » les dérogations aux règles habituelles de densité, de hauteur et de prospect.

6) Quelles justifications donnent les pouvoirs publics de leur non intervention dans la gestion scandaleuse du C.N.L. en 1958 et en 1960.

7) Quelles mesures ont été prises jusqu'ici et quelles autres sont envisagées pour sanctionner les abus commis précédemment par le C.N.L. au détriment des souscripteurs d'appartements de la Résidence du stade Buffalo.

8) Enfin, et d'une façon plus générale, quelle réforme de la législation envisage le gouvernement pour mettre fin aux abus qu'entraînent les pratiques de certains promoteurs, notamment la « vente en l'état futur d'aménagement des travaux », la modification de la répartition des parts en cours de construction ou le prélèvement de bénéfices anormaux dans les questions d'accès à la propriété.



Dès « faveurs » exorbitantes... Un chantier déserté.

(Agip)

armés. Or le Parquet n'a-t-il pas la possibilité d'entreprendre une enquête dès qu'un délit est constaté, sans qu'il soit nécessaire qu'un plaignant se soit manifesté ? Or les infractions à la législation sur les sociétés, l'abus des biens sociaux, la dilapidation des fonds étaient de notoriété publique !

C'est à notre sens la première leçon à tirer du scandale : celui-ci n'aurait pu avoir lieu si, à tous les stades, des dérogations exorbitantes n'avaient facilité la « tâche » des animateurs du C.N.L.

La seconde leçon procède de la conclusion qui va intervenir : les souscripteurs devront faire leur affaire personnelle de la part la plus importante du « déficit » de l'opération. Victimes d'administrateurs indécents, les acquéreurs sont en droit respon-

confèrent un droit de jouissance gratuite sur l'appartement. La loi du 28 juin 1938 fait obligation aux associés, et ceci en dérogation du droit commun, à répondre à tous les appels de fonds nécessaires à la réalisation de l'objet social ! Les promoteurs ont-ils sous-estimé le coût des travaux, « oublié » les fondations spéciales, « gonflé » les frais généraux, confié le chantier à une mauvaise entreprise ? Le souscripteur doit payer, pratiquement sans recours ! Dura lex, sed lex...

Si l'on ajoute que le gérant a généralement les pouvoirs les plus étendus, qu'il peut transiger, aliéner, compromettre, que sa révocation est toujours difficile et que surtout, les souscripteurs — qui cherchent d'abord à se loger — ne sont absolument pas préparés à devenir associés et qu'ils n'ont pas en fait les pouvoirs de décision, l'on aura l'explication juridique des maux dont souffrent les accédants à la propriété. Il faut encore préciser que les promoteurs, à partir du jour où ils cèdent leurs parts, n'ont plus aucune responsabilité de l'opération. Pourtant ce sont eux qui ont mis au point le projet, choisi l'architecte, traité avec l'entreprise et qui continuent à assumer la direction de la réalisation. Mais les conséquences de leurs actes sont supportées par les acquéreurs, ceux-ci étant subrogés dans les droits et obligations des cédants...

Aussi ne faut-il pas s'étonner si de temps à autre un scandale éclate. C'est en fait un « accident », vite oublié. Qui se souvient encore — les victimes mises à part — des affaires Alutrad, C.M.B. et autres ?

LA construction privée est aujourd'hui un terrain d'élection pour le capitalisme. Banques d'affaires, sociétés financières, colons algériens, tous montent de fructueuses opérations et réalisent des bénéfices confortables. « Bien conduite » l'opération C.N.L. à Boulogne aurait laissé plus d'un milliard de profits...

Le Pouvoir, expression de la classe dominante, se refuse à mettre de l'ordre. Seul, le Gouvernement Mendès-France, en novembre 1954, mit au point un embryon de législation. Depuis, rien n'a été fait. Pourtant, les victimes de la construction privée se comptent toujours par milliers...

Monsieur Pouillon a des usages...*



Lorsque des souscripteurs d'appartements engagent des actions pour la défense de leurs intérêts, il est d'usage qu'ils reçoivent des lettres d'intimidation... Celle que nous publions — adressée à des acquéreurs du programme de Montrouge — peut être considérée comme typique. Elle illustre en tout cas, le comportement des « spéculateurs d'un capitalisme dégénéré »...

EN tant qu'Architecte de la Société RÉSIDENCE BUFFALO, dont M HAAG et M. LARRUE sont les gérants, j'ai l'honneur de vous informer que je ne ferai la réunion du 18 décembre qu'à la condition que les seize personnes qui ont manqué de respect à M. le Président HAAG, lui fassent des excuses écrites, dans un délai de cinq jours.

Je ne suis nullement tenu de faire une réunion d'information qui est au bénéfice de l'ensemble des actionnaires de la Société BUFFALO, réunion faite dans un esprit de collaboration, d'estime et d'amitié, qui me paraît indispensable à la bonne terminaison de l'œuvre que nous avons entreprise en commun.

Je ne permettrai pas, par ailleurs, que des personnes mal élevées, comprenant mal le rôle que nous avons dans cette affaire, apportent un trouble quelconque à cette séance de travail, faite pour échanger les points de vue, entendre les observations, re-

médier aux vices obligatoires d'un si grand chantier.

J'ai eu le bonheur, dans ma carrière, de pouvoir construire des habitations pour plus de cent mille personnes et je puis me flatter d'avoir toujours donné satisfaction.

Si évidemment, dans chacune de ces cités, il existe quelques brebis galleuses avec lesquelles il est impossible de s'entendre, je ne puis pas, pour autant, abandonner à leur sort la sage majorité de ceux qui comprennent les difficultés et qui savent que rien n'est parfait.

En conséquence, dans le cas où cette lettre d'excuses ne parviendrait pas à la personnalité qui a été injuriée injustement, je ferai une réunion dans une salle privée, au bénéfice des personnes raisonnables et avec carte d'invitation individuelle.

J'ai l'honneur de vous informer que j'avisé le Conseil de Surveillance de ma décision, ainsi que le Comptoir National du Logement.

Je puis certifier, par ailleurs, que cette lettre n'est influencée par personne d'autre que moi-même, que j'en prends l'entière responsabilité.

Recevez, Monsieur...

F. POUILLON.

(Henri Delleuse)

... « quelques brebis galleuses »

(1) Terme juridique, signifiant falsifié